Vol 18 # 30 • Du 22 au 29 Janvier 2025

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

VISITE DE GUSTAVO PETRO EN HAÏTI !


Voir page 4

Rencontre en Colombie entre le conseiller présidentiel Leslie Voltaire et le président colombien Gustavo Petro

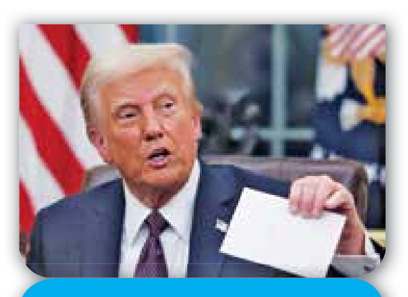
L'ACCORD DES SYNDICATS AVEC LE GOUVERNEMENT DÉNONCÉ !


Voir page 3

Les syndicats ont rencontré le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé le 20 janvier à la Primature et ont signé avec lui un protocole d'accord









1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

L'urgence du moment : la barbarie doit cesser !

Par Berthony Dupont

C'est un fait, l'ennemi auquel fait face le peuple haïtien n'est pas celui qui partage les mêmes conditions de vie que lui, c'est-à-dire ceux vivant dans la précarité permanente, entassés dans des bidonvilles insalubres, sans travail, sans électricité, sans un repas chaud par jour et naturellement sans aucun accès à un programme sanitaire. Autrement dit, ceux qui sont totalement privés des moyens nécessaires pour participer à la vie sociale du pays. Au lieu de réfléchir à des solutions durables et efficaces pour donner quelques opportunités aux masses qui ne demandent pas de l'or, la propagande actuelle des classes dirigeantes pour dissimuler la vérité consiste à utiliser les groupes armés comme bouc émissaire.

La tragédie en cours ne peut pas être simplement imputée aux seules actions des gangs. Non, mille fois non ! L'État haïtien porte une lourde part de responsabilités et ses représentants au sein de l'appareil administratif et politique sont les catalyseurs de cette dégradation scandaleuse et criminelle. Personne ne peut croire que les groupes armés sont les principaux responsables de la descente aux enfers du pays, voire qu'ils sont même les véritables ennemis du peuple.

Si les dirigeants haïtiens n'ont pas le courage politique et la probité intellectuelle de reconnaître que c'est l'absence ou la faiblesse de l'État qui a permis le développement du banditisme et provoque en même temps ce chaos généralisé, on peut dire, que Haïti est condamné à vivre encore longtemps ce phénomène et à se retrouver dans une impasse inexpugnable. Pire, selon eux, pour résoudre cette crise structurelle, nous n'avons rien d'autre à faire que de nous livrer à une confrontation armée. Il est probable que c'est sur cette analyse biaisée, cousue de fil blanc, que s'appuient les membres du triumvirat vautour néolibéral que sont : les Etats-Unis, la France et le Canada pour faire avancer leurs propres projets à l'encontre des aspirations du peuple.

Au fait, quels sont les objectifs sinon les perspectives de sortie de crise et du développement durable du pays ? Personne ne le sait. Il se pourrait qu'il n'y ait aucun programme, aucune feuille de route allant vers ce changement afin que la pauvreté et la misère ne deviennent de lointains souvenirs. C'est un exécutif sans ambition, sans aucun dossier clé et surtout sans aucun projet clair, en tout cas, autre que de piller les caisses publiques de l'Etat et de faire la guerre contre ses propres victimes. D'ailleurs, qui se soucie du sort du peuple haïtien, de son avenir, de sa sérénité ? Certainement pas des dirigeants haïtiens actuels qui ne se contentent de solliciter auprès de leurs tuteurs que des armes lourdes et des soldats étrangers pour entretenir une guerre pouvant être évitée.

L'urgence du moment c'est ce que le Conseiller Fritz Alphonse Jean avait prévu de lui octroyer « *un budget de guerre* ». Tout comme son collègue Conseiller Leslie Voltaire qui, dans la même rhétorique s'exclamait : « *à la guerre comme à la guerre* » comme moyen de résoudre ce problème crucial. « *On ne fait pas la guerre pour se débarrasser de la guerre* » nous enseigne Jean Jaurès. La guerre ne peut apporter aucune solution à une crise multidimensionnelle.

De telles réflexions ou réactions ne viennent que d'apprentis sorciers et d'ignorants en gestion de crise politique et sociale ne voyant pas plus loin que le bout de leur nez. Les habitants des quartiers pauvres ou huppés du pays devraient pouvoir vivre en paix dans une société exempte de massacres, d'enlèvements contre rançon, d'expulsions arbitraires et de discriminations, le tout garanti par un État qui reconnaît l'égalité des droits de tous sans distinction. Au lieu de réfléchir aux moyens de trouver des solutions à l'instabilité politique et institutionnelle ou à l'insécurité socio-économique, ces dirigeants veulent faire la guerre à une population exploitée, affamée, revendiquant le bien-être pour tous.

Au lieu de faire la guerre à la misère, cherchant à résoudre les problèmes d'emploi pour tenter de réduire le taux d'inflation à un niveau raisonnable, tout en organisant la lutte contre la cherté de la vie et le droit au logement à la population la plus pauvre, ces réactionnaires font tout ce qu'ils peuvent pour renforcer leur arsenal de guerre que ce soit en armes, en munitions et en hommes. Alors qu'ils auraient pu se doter en matériels agricoles pouvant nous aider à relancer notre production nationale. Le montant alloué aux frais de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité (MMAS) suffirait presque à remédier aux problèmes économiques et sécuritaires du pays si on voulait vraiment les résoudre. A quoi serviront ces policiers du Kenya, du Guatemala et d'autres, quand les gens ont faim et vivent dans un chômage récurrent sans perspectives d'avenir.

A quoi serviront ces armes et munitions quand le gouvernement n'a jamais pensé à soutenir les paysans pauvres de la Plaine de Maribaroux et le reste de la population en général ? Le budget de guerre demandé n'est pas pour faire la guerre à l'insalubrité, aux divers maux dont souffrent nos compatriotes vivant au milieu de la crasse, mais surtout pour le dilapider, certainement comme le fonds de Renseignement, tout en laissant la population dans le désarroi.

Le pays dispose des moyens nécessaires pour planifier son avenir mais malheureusement, le manque d'ambition, d'initiative et de capacité des dirigeants valets de l'impérialisme ont tout détruit. Il n'y a pas un discours sérieux et novateur visant à révolutionner la conscience de l'homme haïtien en vue de sa libération effective de toutes les formes d'exploitation néo-colonialiste. Les classes dirigeantes sont incapables de forger au nom du collectif haïtien quelque chose d'innovant. En un sens, incapables de penser un projet de société pour les besoins et les justes causes de la population.

D'une manière ou d'une autre, la seule solution d'urgence pour le moment qui puisse mettre un terme à cette situation désastreuse c'est d'arrêter le bras meurtrier des membres du Conseil Présidentiel de Transition. Le pays n'a pas besoin de ces régimes malades, antipopulaires, encouragés par la politique impérialiste dirigée par l'axe Washington, Paris, Ottawa. Pour que cette inutilité, cette barbarie politique cesse, il faut combattre les ennemis qui sont à la tête du pays. Ces ennemis ce sont cet exécutif à neuf têtes de concert, le gouvernement et le système produisant cet État failli, ainsi que tous ceux qui soutiennent leur politique destructrice !

La barbarie doit cesser, telle est l'urgence du moment !

L'accord des syndicats avec le gouvernement dénoncé !


Rencontre des syndicats d'enseignants à la Primature avec le Premier ministre du Conseil présidentiel de transition, Alix Didier Fils-Aimé.

Par Marie Laurette Numa

La grève générale illimitée, des syndicats d'enseignants tels que la Confédération nationale des Éducateurs d'Haïti (CNEH), l'UNNOEH, la Ligue nationale des Enseignants haïtiens (LINEH), le Réseau des Éducateurs et Éducatrices d'Haïti (REEH), le Groupe d'Initiative des Enseignants-tes en Lutte (GIEL), la FENATEC, la PSEH, également COPLASEHQ et CUTSPH, débutée officiellement le lundi 13 janvier dernier vient d'être levée à la suite d'une rencontre le lundi 20 janvier à la Primature avec le Premier ministre du Conseil présidentiel de transition, Alix Didier Fils-Aimé. Cette rencontre a eu lieu bien sûr en présence du ministre de l'Education Nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) Antoine Augustin ainsi que celui des Finances, Alfred Mettelus et s'est soldée par une entente entre les protagonistes.

Evidemment, il faut signaler que cette grève avait commencé officieusement depuis le début de l'année 2025 puisque certaines écoles ont été justement paralysées par l'absence de professeurs depuis le 6 janvier 2025. Depuis lors, des élèves des écoles publiques, première victime de cette grève, ont massivement manifesté dans certaines villes paralysées comme le Nord'Est, Miragoane, Jacmel et même à la capitale pour exprimer leur indignation tout en appuyant leurs professeurs.

En effet, cette grève qui visait à obtenir une amélioration des conditions de travail, le paiement des arriérés de salaires et des avantages sociaux a paralysé tout le pays. A Fort-Liberté, des professeurs ont même gagné les rues pour exiger de meilleures conditions de travail. À Jacmel, des élèves ont manifesté pacifiquement pour soutenir leurs enseignants, dénonçant les inégalités scolaires et les perturbations de l'éducation publique. La ville des Cayes n'a pas été épargnée par la mobilisation estudiantine.



Manifestation d'enseignants à Fort Liberté

Le ministre de l'Education nationale Antoine Augustin et le directeur général du MENFP, Yves Roblin, avaient essayé de discuter avec les syndicats pendant deux jours, jeudi 16 et vendredi 17 janvier pour trouver un point d'accord selon la disponibilité du budget alloué au ministère pour l'exercice fiscal. Ce dialogue n'avait abouti à aucune réponse au point que c'est le Premier ministre lui-même qui, le 20 janvier, est venu à la charge de négocier avec les syndicats défendant la cause des enseignants et des employés qui travaillent dans le secteur public de l'éducation.

Dans un communiqué du gouvernement à l'issue de cette rencontre, «annonce officiellement la levée de la grève des enseignants tout en indiquant que : *« Cet accord constitue une étape majeure pour permettre aux élèves, sur tout le territoire national, de retrouver le chemin de l'école dans les prochains jours »*

Cependant le Collectif National des Enseignants Haïtiens pour une Éducation de Qualité (CONEHQ) n'a pas tout à fait supporté cette entente entre les syndicats et le gouvernement. Dans une note publiée le 20 janvier, le collectif catégoriquement dénonce un *« complot »*. Il déplore ce qu'il considère comme une tentative de briser la mobilisation des enseignants. Selon le CONEHQ, certains syndicats auraient accepté de collaborer avec les autorités pour servir des intérêts politiques et personnels, au détriment des conditions de vie et de travail des enseignants. Le Collectif accuse également ces syndicats d'avoir des membres proches du ministère de l'Éducation nationale, ce qui, selon lui, compromet l'indépendance et l'intégrité du mouvement. Toujours d'après le Collectif, *« Ce protocole ressemble davantage à une manœuvre pour apaiser les enseignants qu'à une véritable solution à leurs revendications »*

Le coordonnateur général de l'UNNOEH, Kenson Délice a pour sa part révélé que son organisation n'a pas apposé sa signature et a pris justement ses distances avec cet accord. Selon lui : *« Nous avons un certain nombre de revendications qui ne peuvent pas être satisfaites du jour au lendemain, mais nous avons souhaité avoir des engagements sur des éléments beaucoup plus structurels. Sur les conditions de travail des enseignants par exemple, on ne pense pas qu'elles peuvent être réduites à une carte de débit qui n'est pas structurée. D'ailleurs, la carte de débit est une manœuvre pour affaiblir la mobilisation»*

Les gouvernements haïtiens ne parviennent généralement pas à honorer leurs engagements envers les travailleurs. Ne soyez pas surpris si dans quelques mois un nouvel appel à la grève syndicale refait surface.


Réunion du ministre de l'Education nationale avec les syndicats


Des élèves protestent l'absence des professeurs tout en appuyant leur cause

Visite de Gustavo Petro en Haïti !



Le Président Petro en visite à Jacmel



Bienvenue à Jacmel

Par Isabelle L. Papillon

Le président du gouvernement progressiste de la Colombie, Gustavo Petro arrivera sur le sol haïtien le mercredi 22 janvier 2025, quelles seront les grandes répercussions pour le peuple haïtien de cette visite officielle du chef de l'État colombien.

Après Francisco de Miranda, Simon Bolivar, Carlos Andrés Perez, Hugo Chavez et Nicolas Maduro qui ont visité le pays pour rendre hommage à la solidarité et à l'internationalisme haïtien, Gustavo Petro entrera lui aussi dans la symbolique historique du peuple haïtien, d'autant plus qu'il se rendra dans la ville de Jacmel où ses prédécesseurs Miranda et Bolivar ont été reçus avec hospitalité.

Cependant, cette grande visite a rendu certaines personnes très méfiantes, puisqu'elles savent que la majorité des dirigeants haïtiens sont très malhonnêtes et sont prêts à commettre n'importe quelle bêtise. De plus, elles n'accordent aucune confiance aux neuf membres du Conseil présidentiel de transition, sachant qu'ils ne sont pas des dirigeants sincères et cohérents.

La majorité de la population craint que cette visite ne soit pas un coup au peuple. Car elle semble cacher d'autres perspectives non- dévoilées. Il s'agirait d'offrir à Petro comme cadeau de voyage, la libération des mercenaires colombiens emprisonnés en Haïti.

Si la population reste sceptique, ce n'est pas de sa faute, elle a ses raisons car elle a déjà pris beaucoup de mauvais coups de la part de cette classe politique traditionnelle sans scrupules, sans colonne vertébrale. Rien n'est impossible à ces escrocs à la tête de l'État, quand il s'agit de trahir la nation et de tromper les masses populaires.

Les flammes du doute sont allumées puisque c'est pour la première fois que l'on voit la justice mobilisée avec 3 audiences tenues au tribunal en l'espace d'un mois avec la convocation des 17 tueurs colombiens à la Cour d'appel. Plus d'un se demande, pourquoi toutes ces démarches, au moment précis de la visite de Petro ?

Le peuple haïtien n'a aucun problème avec le président Petro, mais il a manifesté avec vigilance devant la Cour d'Appel, le lundi 20 janvier, pour voir si les juges commettraient un autre acte de trahison pour libérer les mercenaires. Selon des riverains, cela faisait partie des plans de cette convocation. Drôle de coïncidence, certains prisonniers Colombiens ont été vus avec leurs valises de voyage au tribunal. Et ce n'est pas le fruit du hasard.

Mais les juges par crainte des représailles de la population n'ont pas osé avancer dans leur forfaiture. Ils furent obligés de les renvoyer dans leurs cellules. Pour le moment le complot a évidemment échoué en attendant qu'on en concocte un autre.

Si cette libération illégale s'était faite, cela aurait réveillé quand bien même la population de son sommeil. Un fait est certain, si le pouvoir et les juges corrompus ont pour le moment fait marche arrière, c'est par crainte d'une réaction de révolte des masses, car le peuple aurait pu même les arrêter, attacher, ligoter, comme il l'avait déjà fait avec les mercenaires colombiens.

Pour dissimuler les rumeurs, le gouvernement haïtien a donné une conférence de presse à Jacmel, le mardi 21 janvier; le ministre de la Culture et de la Communication Patrick Delatour a fait savoir que « *S'agissant des Colombiens emprisonnés en Haïti en lien avec l'assassinat du président Jovenel Moïse, la justice suit son cours. Il n'y a aucune demande de la part du président Gustavo Petro. Il n'y a aucune relation entre la visite du président Petro et le travail de la justice sur ce dossier* »

Toujours dans le cadre de cette visite du président Pétro, le vice-ministre colombien des affaires étrangères Françisco Guy Granados est déjà à Jacmel. Il est arrivé aujourd'hui 21 janvier et a été malheureusement accueilli faute d'éthique non par son homologue des Affaires étrangères mais par les conseillers présidentiels Leslie Voltaire et Egard Leblanc Fils.

Au programme de la visite de Petro, il y aura entre autres, un Conseil des ministres et la signature d'une déclaration conjointe portant sur le commerce, l'éducation, la sécurité et l'aide humanitaire dans le cadre de la coopération entre les deux pays Haïti et la Colombie.



Leslie Voltaire et le vice-ministre colombien des affaires étrangères Françisco Guy Granados

Comment une alliance Lavalas/Inite fait pression pour une intervention étrangère et des escadrons de la mort policiers/auxiliaires



Le président Leslie Voltaire serre la main d'un officier de la police militaire guatémaltèque déployé en Haïti le 3 janvier sous les yeux du Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé et de l'ambassadeur américain Dennis Hankins.

Par Travis Ross

(Deuxième partie)

La bourgeoisie « Patripoche » – représentée par la nouvelle alliance gouvernementale Lavalas/Inite – a peut-être finalement gagné sa bataille contre son rival du PHTK pour prendre le contrôle de l'État haïtien et de la « transition politique ».

En supposant qu'Alix Didier Fils-Aimé reste Premier ministre, cette nouvelle alliance conservera le contrôle du gouvernement intérimaire jusqu'à ce que – si son plan réussit – un nouveau gouvernement élu prête serment le 7 février 2026.

En effet, avec cette nouvelle alliance construite autour de Fils-Aimé et du président du Conseil présidentiel de transition (TPC) Leslie Voltaire, Fanmi Lavalas (FL) sont aux côtés des oligarques et de la bourgeoisie éclairée longtemps associés aux partis Inite, Verité et Lespwa du défunt président René Préval.

Contrairement aux personnes nommées par le TPC pour des raisons politiques, qui sont accusées de corruption ou qui ont perdu tout ou partie du soutien du secteur politique qui les a nommées, Voltaire et Laurent St-Cyr, de FL, qui représentent le « secteur des affaires » (c'est-à-dire les oligarques), restent en plus ou moins en bons termes – du moins publiquement – avec leurs parrains.

Ils représentent le « flanc gauche » néolibéral du TPC, en alliance avec la coalition Montana Accord.

La scission du groupe Montana avec Fritz Jean

Les dirigeants du Montana au sein du BSA (Agreement Monitoring Office) – Magali Comeau Denis et Jacques Ted Saint-Dic – ont critiqué le TPC, en particulier depuis qu'ils ont rompu la communication avec Fritz Jean, l'accusant d'avoir détourné « des fonds du renseignement à des fins personnelles ». Dans une déclaration rendue publique le 4 décembre 2024, le BSA a critiqué les choix de cabinet de Fils-Aimé, affirmant qu'ils sont « entachés de la même illégitimité, de la même opacité, des mêmes défauts et des mêmes conflits d'intérêts particuliers, en opposition à l'intérêt national ».

Dans une interview séparée avec Alterpresse, Saint-Dic a déclaré en réponse à une question sur la sélection de Fils-Aimé comme Premier ministre, « il est dangereux de confier l'hégémonie du pouvoir politique au secteur privé », exprimant clairement son inquiétude qu'un secteur des oligarques d'Haïti contrôle désormais le TPC.

Les dirigeants du Montana n'apprécient peut-être pas d'avoir été exclus du TPC. Dans le passé, Saint-Dic a exprimé son enthousiasme pour la construction d'une « bourgeoisie nationale » avec le secteur des affaires.

En septembre 2022, Saint-Dic a expliqué que sa mission était de « jeter les bases de la reconstruction d'une bourgeoisie nationale ». Cet objectif devait être atteint en faisant pression pour « un consensus mondial au sein du secteur privé » en Haïti.

Bien que cette nouvelle alliance entre FL, Inite/Lespwa et le secteur des affaires puisse représenter une tentative naissante de construire une bourgeoisie nationale telle que Saint-Dic l'avait envisagée, pour le moment, les dirigeants du BSA du Montana ne semblent pas faire partie du processus.

Le soutien de la bourgeoisie patripoche à un « mariage » entre la PNH et les civils

Pendant ce temps, Fritz Alphonse Jean, représentant rebelle du TPC du Montana, a déclaré le 6 décembre 2024 dans un communiqué de presse son intention, lorsqu'il assumera la présidence en mars, d'élaborer un « budget de guerre », qui sera mis en œuvre pour renforcer la Police nationale d'Haïti (PNH). Dans la déclaration, Jean a également salué le « courage des policiers, des soldats de la MSS [Mission multinationale de soutien à la sécurité] et de la population qui ont contribué à une opération réussie à Petite Rivière de l'Artibonite dans le but de libérer la région des gangs criminels ».

Cela fait suite à une déclaration faite par Jean deux semaines plus tôt. Il a « encouragé la population à collaborer activement avec la police, soulignant que ce partenariat est essentiel pour ramener la paix ». Il propose « une mobilisation concertée entre la police et la population » et « a souligné l'importance d'une collaboration efficace pour rétablir la sécurité ».

L'enthousiasme de Jean pour une « collaboration » entre la PNH et les civils est partagé par d'autres acteurs au service de la bourgeoisie patripoche. Parmi eux, le directeur du Réseau national de défense des droits humains (RNDDH), Pierre Espérance.

Espérance a encouragé la PNH à armer les civils dans le cadre de l'offensive contre la coalition de groupes armés Viv Ansanm. Il a également encouragé les civils à « mettre en place des brigades de vigilance pour protéger leurs quartiers contre la violence des gangs armés ».

Il s'agit d'un renversement complet de la position antérieure du RNDDH sur le vigilantisme. Le 9 mai 2023, le RNDDH a publié un rapport qui affirmait sans équivoque que le mouvement spontané, autonome et populaire originel Bwa Kale « ne peut pas vaincre » les gangs et que « les autorités de l'État doivent immédiatement prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à toutes les formes de violence », y compris « des mesures immédiates pour mettre fin à la spirale de violence en cours » en Haïti.

Le revirement du RNDDH est un indicateur des différences significatives entre les versions originales et désormais ressuscitées de Bwa Kale.

Le mouvement Bwa Kale, qui a débuté le 24 avril 2023 à Port-au-Prince, a vu des groupes de défense de quartier locaux – ou brigades de vigilance – se former de manière organique par les communautés pour attaquer les gangs criminels locaux. Il n'était pas rare de voir des officiers locaux de la PNH se joindre à de grandes foules armées principalement de machettes.

La version actuelle de Bwa Kale est sensiblement différente. Remain Le Cor., expert principal de la Global Initiative Against Transnational Organized Crime basée en Suisse, la décrit comme « un mariage entre la police et le peuple ».

Maintenant, dans la plupart des cas, la PNH ou les oligarques financent activement les justiciers et les équipent d'armes à feu.

Le Cor. a déclaré au Miami Herald qu'« il est alarmant que, ces derniers mois, le gouvernement et la police aient vanté les mérites de ce qu'ils décrivent comme… un mariage entre la police et le peuple et aient appelé les citoyens à soutenir les forces de l'ordre. » « C'est une dynamique terriblement dangereuse », a-t-il poursuivi, « sachant que de nombreux gangs d'aujourd'hui ont commencé comme groupes d'autodéfense et qu'elle envoie le message que l'État et sa police ne sont pas en mesure d'assurer la sécurité publique. »

Entre-temps, la vision de la FL a considérablement évolué au cours de l'année écoulée sur le type d'interventions armées nécessaires pour lutter contre l'insécurité.

En juin, Voltaire a déclaré : « Je ne pense pas que les gangs seront finalement capables de faire face à la combinaison des Kenyans et de la Police nationale haïtienne, que nous renforçons actuellement et qui guidera les forces multinationales. Je pense que le travail sera très bien fait. »

Lors de la même conférence de presse, Voltaire a souligné que « les institutions internationales de développement comme la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, l'USAID et l'UE doivent faire un suivi plus approfondi que par le passé après les missions de maintien de la paix pour rendre les rues à nouveau sûres. »

La déclaration de Voltaire était conforme à la pensée du Pentagone. En 2019, Wikileaks a divulgué un manuel de l'armée américaine sur la « guerre non conventionnelle ». Dans un article pour Mintpress News, Whitney Webb a analysé le manuel qui dit que les institutions financières mondiales comme la Banque mondiale et le FMI sont utilisées comme des « armes financières non conventionnelles en temps de conflit » ainsi que pour tirer parti des « politiques et de la coopération des gouvernements des États ». Dans le même temps, l'USAID est largement considérée comme une façade/partenaire de la CIA.

Le soutien au MSS était une condition préalable à l'adhésion au TPC concocté par Washington. Comme le Dr Jemima Pierre l'a souligné, « les Haïtiens choisis pour faire partie des négociations sur un nouveau gouvernement haïtien devaient accepter les conditions américaines d'une intervention étrangère avant d'être autorisés à participer », rendant la FL complice du déploiement d'une intervention armée étrangère.

En octobre, Voltaire avait perdu la confiance qu'il avait exprimée en juin dans le MSS et la « guerre non conventionnelle » soutenue par les institutions financières internationales (IFI). Dans une lettre au secrétaire général de l'ONU, Voltaire a demandé « que le MSS soit transformé en une mission de maintien de la paix dès que possible ».

Il s'agit d'un renversement complet de la position précédente des FL sur une intervention armée étrangère. Dans une présentation que les dirigeants des FL « Pacha » Vorbe et Maryse Narcisse ont faite en avril, ils ont déclaré que la « solution efficace et durable que nous devons trouver aux problèmes de sécurité du pays ne viendra pas seulement d'une énième force multinationale ».

La bourgeoisie patripoche soutient le « mariage » entre la PNH et la population

Voltaire soutient également le « mariage » entre la PNH et les civils. Dans un discours prononcé le 1er janvier 2025, Voltaire a déclaré que « le [TPC], le Premier ministre, le cabinet et toutes les entités de l'État sont engagés dans cette guerre contre l'insécurité ». Il a expliqué que le « peuple haïtien est dans une situation de légitime défense », insistant sur un partenariat police-communauté.

Ce soutien aux civils rejoignant les forces de la PNH pour affronter les groupes armés est même partagé par Fils-Aimé. Selon un rapport du Miami Herald, lors d'un point de presse, il a demandé au public d'« être vigilant » et d'aider les forces de sécurité.

La bourgeoisie libérale est de plus en plus enthousiaste à l'idée que les civils acceptent les armes de la PNH et travaillent aux côtés de celle-ci.

Elle a également salué un rapport de la mi-novembre selon lequel une « brigade » civile à Canapé-Vert près de Pétionville, armée par la PNH et travaillant avec elle, a réussi à repousser une attaque supposée de membres présumés de gangs, tuant 28 hommes. Alors que certains rapports affirmaient que les personnes tuées étaient des soldats de Viv Ansanm, Cherizier a nié cette affirmation.

Plusieurs comptes sur les réseaux sociaux ont célébré ce rapport comme une victoire du mariage civil/PNH contre Viv Ansanm.

Ce qui a été omis de ce récit, c'est que ces mêmes brigades de vigilance ont assassiné au moins un enfant, soupçonné d'avoir aidé les forces de Viv Ansanm. Deux témoins ont déclaré à Ayibopost que « la foule a tué l'enfant et mis le feu à son corps ».

A suivre



De droite à gauche, le président du TPC, Leslie Voltaire, le Premier ministre Alix Didier Fils-aimé et les commandants des contingents kényan, jamaïcain, guatémaltèque et salvadorien du MSS à l'aéroport de Port-au-Prince à l'arrivée des troupes guatémaltèques et salvadoriennes en Haïti le 3 janvier.

20 janvye 1758-20 janvye 2025: Ochan pou Makandal



Franswa Makandal

J. Fatal Piard

20 janvye 2025 sa a fè 267 lane depi makòn kolon esklavajis kretyen jenosidè yo te debake an Channgo sou zile a pou vin koupe rache. Se pa ni 1 ni 2 krim ak zak sasinay yo te fè nan non pil ak pakèt dikdal dye Izrayèl yo vin kwoke antravè kou zo reken pwazonnen nan ti gòjèt nou. Konsa, nan pil ak pakèt dividal krim ak zak sasinay yo te fè nan non makòn dye Izrayèl yo yo te boule tou vivan Franswa Makandal.

Se te sou Plas Dam Vil Okap la aksyon kriminèl sa a te pase. Franswa Makandal fè pati pemye gwoup revolisyonè nan lane 1740 pou rive jouk nan lane 1758. Makandal yon ougan ki tew è lwen anpil te tabli yon vizyon klè pou bay mouvman mawonaj la yon dimansyon òganize. Batay Makandal te vize fondamantalman pwofite de kondisyon objektif blan kolon yo te kreye yo pou ankouraje esklav yo kraze sistèm nan, epi kreye yon nanchon lib sou bout zile sa a kote tout Moun se Moun.

Kiyès Franswa Makandal te ye ?
Franswa Makandal se te yon vayan gason yon ougan Lafrik Ginen ki pat janm konn pot pantalon l pou bèl twèl menmmenm. Makandal sa a w tande a se jeni nan itiliizasyon fèy nan bwa kont maladi. Transmisyon tout pil konsesans Makandal yo nan domèn sa a ede peyi a konble anpil fay devan mankman sistèm sante konvansyonèl nou an.

Ane sa a nan non Leta Nanchon an, Ministè Kilti ak Kominikasyon te resi sonje pou l pwofite bay yon bèl majè ochan ak yon bèl flonn ochan ayibobo pou tout moun ki toujou sèvi ak pratik tradisyonèl fèy nan bwa pou simaye lasante, espesyalman fanm saj yo ki ede lavi boujonnen nan akouchman anpil timoun. Detan nou pe sonje kontribisyon gason Makandal nou pa dwe bliye lòt kokenn yo ki te aktif nan batay la.

Gwo kokenn batay pou dechouke blan kolon okipan mechan an yo te gen anpil gwo gason vanyan ladan l. Pami ewo yo n ka site tankou Zabèt, Kola Janm Koupe, Padre Jan, Medor, eltatriye. Makandal te trase chimen ki te Mennen zabsèt nou yo pou jouk nou rive nan Bwa Kayiman nan yon gwo batay san parèy. Se pou di n tou se kontinye batay Franswa Makandal te kontinye ki fè l te vin rive akouche gwo kokenn ewo tankou Boukman, Tousen, Desalin, Kristòf ak Petyon, sa vle di se menm batay Papa Makandal te koumanse a ki pral pase pa Bwa Kayiman, ki finalman pral mennen peyi an nan pi gwo revolisyon esklav limanite janm konnen kote lame lafrans la pran 1 bèl Bwa Kale pou listwa.

25 janvye 2025 la se te lokazyon tou pou Ministè Kilti ak Kominikasyon mande tout sosyete n nan nèt pou pwofite reflechi pandan gwo jounen sa a. Anplis pouse bon jan refleksyon se le moman tou pou bay yon bèl ochan pou memwa Makandal. Men sitou pou n enspire sou gwo sakrifis li fè lavi l, kote l pran Bwa Kale pou te bay bourad nan nan bati yon pi bon peyi nan moman difisil n ap viv la.

Detan sa a lekòl kolonyal yo pito pwograme pou kankannen sèvo pitit nou yo ak pil vèsè fatra nan bib ti Malis blan kretyen loksidan an yo. W pap jwenn youn nan ti demele sa a yo ki janm konprann enpòtans pou pale ti tchovi yo de gwo gason tankou Makandal, Boukmann Tousen Desalin, Kapwa elariye.

Lanmò Makandal sovajri kretyen Loksidan
Istwa lanmò Makandal ak Boukmann se pi bèl ekzanp sovajri zantray ki voye pwòp frè n vin fè n filalang ak yon koze ekspire ki parade piyay. Makandal ak Boukmann se pa 1ye moun nwa kolon franse te bay bwa Kale sou zile a. Anvan sa, nan bonte yo, krèy due izrayèl yo te voye yon kolonn kolon kretyen kriminèl vin bay plis pase 3 milyon Tayino Bwa Kale nan non zezi.

Tout lemon konnen pil mechanste blan kretyen loksidan jenosidè fè frè n ak sè n yo pase nan flanm dife lanfè lesklavaj. Pou sa kolon esklavajis fè Ayisyen natif natal pase nan mare yo nan nich fwomi pas siwo nan tèt yo pou fwomi ak flanman vin devore yo ak kout dan. Yon nwa ki konn istwa lanmò Makandal kote blan kretyen franse ba l bwa kale sou plas dam okap ki ta fyè pou l di se kretyen sa ta vle di tou li pa ko janm moun.

Paske si 1 moun w se moun li pa fouti kretyen. Depi w rive nan nivo san pèsonalite pou w fyè pou w di w se kretyen, sa vle di l pa ko prèt pou moun ditou. E si l kontinye di l se kretyen l pap janm rive moun ditou ditou. Pou w moun fòk w gen pèsonalite. Menm swadizan letènèl sa a ki pe plede di w pou w padonen 777 fwaa 77 fwa 7 fwa a, mande l si l te padone Adan ak Èv menm 1 grenn fwa pou 1 ti moso pòm yo te chipe.

12 janvye

12 janvye lanmò farinen
12 janvye lanmò tou limen
12 janvye lanmò tout kwen
12 janvye lanmò retounen
Lanwit bare ak lajounen
Jou a se te gwo plenyen

Lannwit bare lajounen a midi
Lannwit Bare lajounen toutouni
Premye grenn souf tè a ki pati
Ayiti met ajenou tou pitit piti
Se te madi 12 janvye apremidi
Nanm lanjelis ran dènye souf li

Madi 12 janvye lavi te apye
Zougoudou sou li pote boure
Matisan Kafoufèy elatriye
Jakmèl Yogann tout lòt kote

Lanmo lage dlo san kache
Lanmò simaye dlo nan je

12 janvye 2010 zòt vin pi rich
12 janvye 2010 zòt vin pi chich
Anpil kwayan tèt kaka kribich
Rele krèy dye yo sot jis manich
Men bondye yo tèlman vin chich
Yo pa bay menm yon mango labich

12 janvye 2010 se te jou fèt malè
Malè pou pèp ki nan flanm lamizè
12 janvye 2010 òganizasyon malfètè
ONG, legliz, trapde vin milyonè
12 janvye de kabès pou magouyè

J. Fatal Piard

Non à l'intégration de « Vivre Ensemble » à la classe politique pourrie et corrompue !



Le Chef de « Vivre Ensenble »

Par Kervens Louissaint

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Permettez-moi, avant tout, de vous exprimer ma profonde gratitude pour votre résilience face à l'adversité et votre attachement inébranlable à notre chère patrie, malgré les vents contraires qui nous assaillent. Aujourd'hui, je m'adresse à vous avec sincérité et gravité, car notre réalité exige une réflexion commune, éclairée et stratégique.

Toute interaction humaine, tout choix stratégique et chaque déclaration dans le domaine des relations politiques peuvent être comparés à une partie d'échecs. Juger un joueur sur un mouvement isolé, sans considérer l'ensemble de son plan, c'est ne voir qu'un fragment d'une architecture complexe.

Pour ma part, comme je l'ai toujours affirmé, ma démarche s'inscrit dans une logique d'anticipation, où chaque décision s'entrelace avec une vision à long terme. Je ne joue pas un coup pour l'instant, mais une séquence calculée, pensée avec plusieurs mouvements d'avance sur l'échiquier complexe des réalités politiques.

Ce n'est ni la force brute ni les réactions impulsives qui forgent une victoire durable, mais bien l'intelligence stratégique, la finesse et l'art de l'anticipation. En politique, comme dans une partie d'échecs, la maîtrise réside dans la capacité à se mouvoir avec souplesse face aux aléas, tout en restant fermement ancré dans une vision cohérente, portée par un cap inébranlable.

Le problème en Haïti ne se résume pas à une simple opposition entre "gangs" et classe politique. Il s'agit d'une lutte existentielle contre des forces multiples et interconnectées :

* Les oligarchies économiques, qui accaparent nos ressources et maintiennent une large partie de la population dans un état de précarité.

* Les élites politiques corrompues, qui, au lieu de servir le peuple, s'enrichissent honteusement à ses dépens.

* Les puissances extérieures, qui exploitent nos faiblesses et nos divisions pour renforcer leur domination et nous maintenir dans une situation de dépendance.

Il est facile de critiquer mes choix sans reconnaître que les racines de la crise haïtienne sont profondément ancrées dans l'impunité de la classe politique, des élites économiques, et des réseaux transnationaux qui exploitent nos ressources et nos souffrances. Dans ce contexte, l'action politique exige une maîtrise des rapports de force et une capacité à naviguer entre ces acteurs contradictoires. Les « gangs » , dans cette équation, n' étaient pas, à leur formation, que des instruments. Les véritables responsables sont ceux qui ont créé ce monstre pour servir leurs ambitions, mais ce monstre est peut-être en train de développer une conscience de soi et de se libérer de ses anciens maîtres. Ces financiers, corrupteurs, et manipulateurs sont les véritables ennemis d'un Haïti libre. C'est contre eux que je me bats, en utilisant les moyens à ma disposition pour désamorcer leur emprise sur notre pays.

J'ai utilisé des tactiques visant à forcer le système à exposer ses propres contradictions : amener les gangs et leurs financiers à se révéler, à montrer comment ils se servent mutuellement, tout en les conduisant à s'affronter. Ma stratégie n'a jamais eu pour but de légitimer les gangs qui étaient criminels (et il y avait des groupes armés qui luttaient expressément contre la criminalité), mais de les transformer en un levier contre leurs propres maîtres. Ils ne sont pas les cibles finales de ma lutte ; ces gangs criminels sont les outils de ceux qui manipulent notre nation depuis les coulisses. Il fallait briser cette chaîne de domination, et cela demandait une approche calculée, parfois risquée, mais toujours cohérente dans sa finalité.

Mon rôle a été de retourner ces instruments contre leurs maîtres, en les amenant à devenir un miroir des abus et de l'hypocrisie des élites qui les ont créés. Ce n'était pas une approbation

de leurs actes, mais une stratégie pour dévoiler l'étendue de la pourriture. Jimmy Cherizier a tenté d'amorcer ce type de réforme en insufflant une nouvelle idéologie et un nouveau code de conduite aux anciens gangs criminels. En les dirigeant contre leurs propres soutiens, je cherchais à exposer la connivence entre ceux qui financent les gangs et ceux qui prétendent gouverner. Cela a révélé une vérité essentielle : les « gangs » ne sont pas un phénomène isolé, mais une arme politique utilisée par une élite haïtienne en quête de domination. Maintenant, certains commencent peut-être à se libérer de leurs maîtres, mais ils ne sont pas encore complètement libres.

Ce que certains d'entre vous interprètent comme une contradiction n'est en réalité qu'un jeu complexe de manipulation destiné à exposer les faiblesses et les incohérences de ceux qui, dans l'ombre, ont financé, armé et soutenu la plupart de ces "*groupes criminels*" pour des intérêts personnels. Si cela a été mal compris, c'est parce que le chemin vers la vérité est rarement évident au premier abord.

Comme disait l'autre: *« Pour abattre un arbre pourri, il faut parfois frapper ses branches avant d'atteindre le tronc. »* Pourquoi cette approche? Parce que plusieurs des gangs ne sont pas des entités indépendantes ; ils sont les enfants de la classe politique et économique haïtienne, un produit des narcotrafiquants, des corrupteurs, des trafiquants d'organes, d'êtres humains et de biens. Mon objectif était de provoquer un conflit interne, une « querelle familiale », afin qu'ils se détruisent mutuellement, exposant ainsi les racines du mal. (Encore une fois, il faut le rappeler, il existe des groupes armés plus ou moins sains et autonomes.)

« Les linges sales se lavent en famille. » Dans toute situation de crise complexe, la simplicité des jugements est une illusion. Ce que vous percevez comme un "revirement" ou une "contradiction" est en réalité une évolution calculée. Les stratégies politiques et sociales ne sont pas linéaires, elles s'adaptent au contexte et aux forces en présence. La véritable cohérence est celle qui s'adapte au contexte tout en restant fidèle à une vision supérieure.

Comme l'a écrit Machiavel : *"Celui qui désire constamment réussir doit changer sa conduite avec le temps."*

Il est parfois nécessaire de naviguer dans l'ombre pour révéler la lumière. Dans un monde dominé par des structures de pouvoir corrompues et par des forces criminelles, avancer exige parfois de prendre des chemins détournés.

Aujourd'hui, je prends une position ferme contre l'intégration de Vivre Ensemble « Viv Ansanm » dans l'actuelle structure de classe politique traditionnelle. Mon discours actuel n'est pas une incohérence, mais l'aboutissement d'une stratégie. Nous ne pouvons pas rejoindre une classe politique pourrie et corrompue que nous dénonçons. C'est de l'opportunisme ! Que cette classe politique traditionnelle soit écrasée car ceux ou celles qui ont créé, financé les réseaux criminels doivent aujourd'hui en subir les conséquences.

Un parti révolutionnaire non électoraliste, discipliné – une « organisation de combat », comme l'appelait Lénine – formé pour renverser le statu quo est quelque chose de très différent de ce qui est proposé aujourd'hui. Cela, je le soutiendrais entièrement.

Certains d'entre vous évoquent mes déclarations précédentes en faveur des « groupes armés », mais vous oubliez un aspect crucial de la négociation et du conflit politique : il est parfois nécessaire d'utiliser les pièces de l'échiquier pour forcer la main de l'adversaire. Comme l'a dit Sun Tzu : *« L'art de la guerre repose sur la tromperie. Feignant l'infériorité et encourageant l'arrogance de l'ennemi. »*

Ce que vous percevez comme un "soutien" dans mon attitude passée n'était rien d'autre qu'un calcul stratégique, une façade soigneusement construite pour sonder et manœuvrer les dynamiques de pouvoir. Aujourd'hui, cette façade s'effondre pour révéler une vérité plus profonde : les criminels que la plupart d'entre vous aiment mentionner ne sont que les rouages d'un mécanisme systémique beaucoup plus vaste et pernicieux. Mon véritable combat n'a jamais été contre les pions, mais contre l'architecte du jeu.

Pourquoi maintenant? Avant, il était crucial d'amener les gangs criminels (par opposition aux groupes armés qui luttent contre la criminalité) à réaliser qu'ils pouvaient exercer une pression directe sur leurs créateurs. Maintenant, il est temps de briser ce cercle en isolant les « gangs » de leurs soutiens, et en exposant les réseaux criminels qui ont permis leur ascension. Ce n'est pas un revirement de position, mais une progression réfléchie, une

évolution tactique dictée par les exigences d'une guerre asymétrique.

Je ne prétends pas détenir toutes les réponses. Mais ce que je sais, c'est que nous devons être prêts à utiliser toutes les tactiques à notre disposition pour affronter un ennemi multiple et protéiforme. Si vous cherchez des réponses simples à des problèmes complexes, vous serez toujours déçu. Mon engagement est une quête de solutions profondes, pas de slogans faciles.

Je vous remercie néanmoins de me donner l'occasion de préciser ma démarche. Une vérité fondamentale : dans cette lutte complexe, je suis à la fois joueur, stratège et, lorsque nécessaire, arbitre.

Mon objectif ultime n'est pas seulement de dénoncer ou de combattre, mais de reconstruire… Or, pour reconstruire, il faut d'abord déconstruire les piliers corrompus d'un système en déclin. Si cela exige d'endosser des rôles multiples et d'adopter des positions variées au gré des circonstances, je l'assume pleinement, car chaque mouvement est un pas calculé vers un dessein supérieur.

Je vous invite à examiner avec lucidité le paysage politique haïtien. Qui a armé ces gangs? Qui leur fournit des ressources? Qui les utilise pour assassiner, intimider et réduire au silence la population?

Ce sont les mêmes acteurs qui, aujourd'hui, tentent de se distancier de leurs créatures. Ce sont eux que je vise, et pour cela, il était nécessaire de jouer un rôle temporaire : celui de l'instigateur, celui qui place un miroir devant leurs actes.

Mon discours actuel ne contredit pas mes actions passées. Il en est la suite logique. Le but n'était pas de soutenir les gangs, mais de pousser les pires, qui résistent à l'idéologie et aux réformes proposées par Cherizier, à dévoiler leur véritable rôle dans le système. Ceux qui crient aujourd'hui à l'incohérence sont ceux qui, hier, ont ignoré mes avertissements. Je ne nie rien de mon passé, ni de mes choix. J'assume tout, parce que chaque action que j'ai entreprise a servi un objectif plus grand :

* Révéler les mécanismes de domination.

* Démasquer les vrais responsables de la crise.

* Créer les conditions pour une transformation durable.

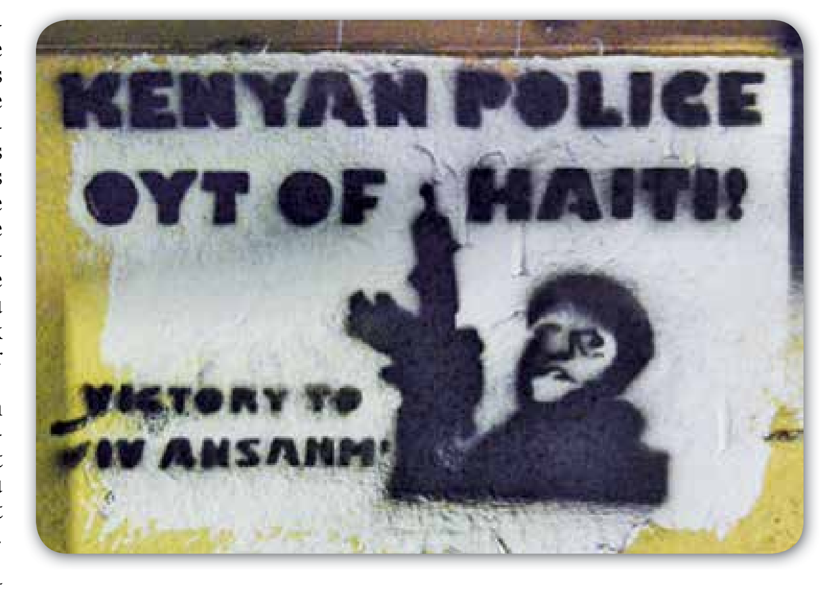
Je n'élude rien, je ne fuis rien, et je ne justifie rien. Je suis ici pour transformer, pas pour séduire. Mon parcours n'est pas celui d'un politicien en quête de popularité, mais celui d'un homme engagé à démanteler un système d'oppression et d'exploitation. Les gangs criminels ont rempli leur rôle en exposant les limites et la pourriture du système politique. Maintenant, il est temps de les retirer de l'équation et de recentrer le combat sur leurs créateurs.

À ceux qui m'accusent d'incohérence, je dis : La cohérence suprême est celle qui mène à la libération, pas celle qui s'attache aux apparences.

Et enfin, à ceux qui partagent ma vision, je rappelle : L'unité dans la lutte est notre seule chance de victoire.

Le véritable débat que nous devrions avoir est celui-ci : Comment briser le cercle vicieux de l'impunité et de la violence institutionnalisée qui maintient Haïti dans un état de chaos perpétuel? C'est une question qui dépasse les accusations personnelles ou les polémiques stériles. Ce que je propose, c'est une réflexion collective et une action coordonnée pour attaquer les racines du problème, pas seulement ses branches.

Je suis prêt à débattre, à écouter, et même à reconnaître mes erreurs si cela sert la cause plus grande que nous partageons tous : celle d'un Haïti libre, souverain, prospère, et juste. Mais je refuse de perdre du temps dans des attaques qui ne servent qu'à détourner l'attention des vrais enjeux.



Si nous unissons nos forces au lieu de nous diviser sur des malentendus ou des jugements hâtifs, nous serons plus forts pour affronter les véritables ennemis de notre nation.

Haïti mérite plus que des débats stériles. Elle mérite des actes courageux, des idées claires, et des cœurs unis dans un seul but : sa renaissance.

Mais permettez-moi de vous poser une question en retour : Qu'avez-vous fait, vous, pour briser ce système? Quelles solutions proposez-vous face à un chaos organisé par des élites sans scrupules et alimenté par une violence systémique?

Ceux qui rêvent de paix doivent parfois marcher dans les flammes. Celui qui veut du miel doit vouloir affronter les abeilles. Ce n'est pas la destination qui compte, mais le courage de faire un pas en avant.

Mes choix passés, présents et futurs s'inscrivent dans une logique plus large, celle d'un combat contre l'oppression, la corruption et l'impunité. Si vous voulez participer à ce combat, joignez-vous à moi. Sinon, continuez à juger depuis les marges, mais sachez que l'Histoire avance, avec ou sans vous. Ce qui me guide, ce n'est pas le regard des autres, mais la certitude que chaque acte posé aujourd'hui prépare le monde de demain.

Je vous rappelle ceci: Il n'y a pas de contradiction à changer de stratégie lorsque les circonstances l'exigent. Ce qui importe, c'est la fidélité à un objectif supérieur.

Conseil Présidentiel, de la création au scandale de corruption !



Hans Jacques Ludwig Joseph, directeur de l'ULCC

Par Catherine Charlemagne

(6ème partie)

Prétextant que sa sécurité est menacée vu qu'il a affaire à trois hautes personnalités politiques, Raoul Pierre Louis, à travers son avocat Me Sony Sonet, avait répondu par la négative à la convocation de l'ULCC. Dans une lettre responsive, il explique qu'il n'était pas disponible à cette date du 12 septembre 2024 étant à l'étranger au chevet de l'un de ses parents souffrant. Devant le constat de l'absence du principal accusateur et en présence des trois accusés qui ont tous été auditionnés une nouvelle fois par la Commission d'enquête de l'ULCC, il a été décidé de lancer une nouvelle convocation à Raoul Pierre Louis pour le lendemain, vendredi 13 septembre 2024, afin qu'il vienne confronter les 3 membres du CPT, cette fois en présence des autorités anti-corruption.

« *M. Pierre-Louis ne s'est pas présenté. Les trois Conseillers étaient là. Des procès-verbaux de carence ont été dressés. On va certainement lancer une dernière convocation avant de tirer de telles conclusions que de droit. La loi portant prévention et répression de la corruption prévoit une infraction appelée entrave au bon fonctionnement de la justice contre toute personne qui refuse de fournir des informations et documents dans une enquête menée sur des faits de corruption* » avait souligné pour la presse un membre de l'institution.

Là encore, comme c'était prévisible, l'ex-Président du Conseil d'administration de la BNC ne s'est pas présenté le 13 septembre. Tandis que les trois Conseillers-Président, Smith Augustin, Emmanuel Vertilaire et Louis Gérald Gilles vaquaient tranquillement à leurs occupations en attendant que l'ULCC, la justice et les parties prenantes du CPT prennent la décision qui s'imposait. Car, le sort de ces derniers demeure suspendu d'une part au rapport de l'ULCC et d'autre part aux plateformes politiques qui les avaient nommés au CPT. D'ailleurs, pour deux d'entre eux, la messe est presque dite dans la mesure où le cas de Smith Augustin est en cours de clarification avec la désignation auprès de la CARICOM du professeur Claude Édouard, le nouveau Secrétaire général du parti EDE, pour lui succéder. « *Nous avons déjà envoyé à la CARICOM le nom du professeur Claude Édouard comme Conseiller Présidentiel en remplacement de Smith Augustin. M. Augustin est un ancien Conseiller-Présidentiel, nous avons du respect pour lui et nous lui souhaitons bonne chance dans ses nouvelles activités professionnelles. Démission ou pas, Smith Augustin est remplacé au Conseil Présidentiel. Les suivis seront faits* » confirma la Direction de EDE. Par ailleurs, le processus pour remplacer le Conseiller-Président Louis Gérald Gilles est lui aussi déjà lancé.

Il sera remplacé soit par l'ex-parlementaire Vikerson Garnier, signataire de l'Accord du 21 décembre, soit par Marjorie Michel, membre influente du SPD et signataire elle aussi dudit Accord. Me André Michel, toujours très influent au sein de l'Accord du 21 décembre et qui semble assez actif dans le dossier, devait le confirmer dans une déclaration faite devant la presse le lundi 16 septembre 2024. « *Le processus de remplacement de Louis Gérald Gilles avance très sérieusement. Le 21 décembre est un grand ensemble composé d'anciens ministres du gouvernement d'Ariel Henry, de partis et mouvements politiques majeurs, d'organisations de femmes, de jeunes et de divers groupes populaires et paysans.*

Il a fallu prendre le temps nécessaire pour consulter tout le monde. A part quelques exceptions, je peux vous dire que nous sommes tous d'accord pour la mise à l'écart de Louis Gérald Gilles et son remplacement en attendant le verdict de la justice dans le dossier du scandale de la BNC. Nous avons deux candidats dans le processus. Il s'agit de l'ancien député Vikerson Garnier et de Mme Marjorie Michel, ancienne ministre à la Condition féminine et aux droits de la Femme. J'espère qu'un compromis va émerger dans les prochaines heures entre les principaux courants qui animent l'Accord du 21 décembre.

Je demande une dernière fois à mon ami Louis Gérald Gilles de comprendre la complexité de la situation et que nous ne pouvons pas laisser ce dossier prendre le processus de Transition en otage » précisait-il. Le mardi 1er octobre 2024, l'ULCC a fait circuler volontairement dans la presse quelques brides d'informations sur la sortie imminente du Rapport concernant les trois Conseillers Présidentiels. A en croire les médias qui ont eu un accès privilégié audit Rapport très attendu par l'opinion publique, les accusions sont très compromettantes pour Louis Gérard Gilles, Emmanuel Vertilaire et Smith Augustin. Le pays retient donc son souffle autant que les trois intéressés qui comprennent qu'ils ne sortiront pas de sitôt du pétrin. Le quotidien *Le Nouvelliste* a immédiatement interrogé une de ses sources travaillant à l'institution anti-corruption pour avoir plus de détails en attendant que le Rapport soit rendu public. Sa réponse, certes assez évasive, a tout de même confirmé qu'il existe un risque pour les accusés que l'affaire aille chez un juge d'instruction.

« *Je sais qu'il existe des éléments compromettants. L'enquête s'est concentrée sur les faits dénoncés et quelques infractions assimilées. Si une enquête pénale a pu identifier des éléments compromettants, il est très fort probable que soit recommandée une enquête judiciaire plus approfondie avec des moyens légaux plus importants dont seul un juge d'instruction dispose. Les enquêtes de l'ULCC sont toutes pénales. A quelques rares exceptions, l'institution peut conduire une enquête de conformité qui peut également déboucher sur des infractions pénales* » avançait déjà la source du journal. Au cours de cette journée, la capitale haïtienne était agitée. Les journalistes couraient d'un bout à l'autre de la ville en quête de confirmation que l'Unité de Lutte Contre la Corruption était bien sur le point de livrer le Rapport le plus attendu de la République s'agissant d'un document mettant en cause trois des neuf Conseillers Présidentiels pour acte de corruption.

Mise sous pression, dans l'après-midi, la direction de l'ULCC émet une note d'invitation à l'intention de la presse pour venir assister à la remise officielle dudit Rapport aux autorités judiciaires le mercredi 2 octobre 2024 au siège de l'institution situé à Delmas 83. Après publication de cette note officielle, dans les rues de Port-au-Prince, on ne parlait que de cette affaire. En revanche, les médias apportaient un écho particulier en invitant par-ci par-là des spécialistes du Droit à venir s'exprimer sur la question. Ce d'autant plus que les concernés, c'est-à-dire les trois accusés, n'ont cessé de clamer leur innocence tout en mettant en doute l'objectivité de cet organisme public et autonome.

Comme annoncé, le mercredi 2 octobre 2024 à 10 heures, le siège de l'ULCC était rempli comme un œuf non seulement par des journalistes accourus sur les lieux, mais aussi par des curieux voulant être les premiers à avoir la primeur de ce Rapport qui confirme ce qui était en réalité un secret de polichinelle, à savoir la tentative de corruption de cent millions de gourdes auprès du Président du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de Crédit (BNC), Raoul Pascal Pierre Louis. Lors de cette cérémonie officielle, d'emblée, le Directeur de l'ULCC, Me Hans Jacques Ludwig Joseph, a fait remarquer que ce Rapport sur les allégations de corruption porté contre trois hauts responsables de l'État est une première en Haïti.

Dans son allocution de circonstance, le Directeur insistait que personne n'est au-dessus de la loi et que son organisme a travaillé en toute objectivité et n'a cherché à acculer personne. Hans Jacques Ludwig Joseph insistait sur l'indépendance de l'ULCC qui est au service de la Collectivité et non pas d'un pouvoir quelconque ou d'une entité politique. D'où sa recommandation de l'élaboration, l'adoption et la publication d'un Code d'éthique des agents de l'administration publique par les autorités politiques en vue de faire cesser de telles pratiques dans les administrations publiques haïtiennes. Dans leur Rapport, les enquêteurs de l'organisme anti-corruption, compte tenu des informations dont ils disposent, n'hésitent pas à recommander d'envoyer les trois Conseillers-Président devant la justice. Mais la Commission d'enquête ne se limite pas aux principaux accusés et l'ex-Président de la BNC. Les noms d'autres individus ont aussi apparu au cours de l'enquête.

Ainsi, plusieurs d'entre eux ont été appelés à comparaitre devant la justice dans le cadre de cette affaire. Voici un extrait du discours du Directeur général, Hans Jacques Ludwig Joseph, et du Rapport d'enquête de l'ULCC qui a été présenté à la presse et remis aux autorités judiciaires le mercredi 2 octobre 2024 « *Aujourd'hui nous sommes en train d'assister à un événement sans précédent dans l'histoire politique et institutionnelle haïtienne où des hauts responsables de l'État qui assurent les attributions présidentielles sont impliqués dans un scandale de corruption. Les conclusions de l'enquête conduite par la Commission mandatée à cette fin sont sans équivoques sur des atteintes à la probité de ces personnalités qui sont également des agents publics avec la responsabilité de réduire les inégalités sociales et de s'assurer du bon fonctionnement des institutions de l'État. Ce rapport d'enquête concernant les allégations de sollicitation de 100 millions de gourdes, effectué avec un élan d'objectivité, est aussi un plaidoyer pour la bonne gouvernance et l'usage strict de l'intégrité dans la gestion de la chose publique. Il y a moins d'un mois, l'ULCC a transmis à la justice sept rapports d'enquêtes sur des faits avérés de corruption mettant à nu un petit groupe qui développe un élan d'individualisme possessif au détriment de l'intérêt collectif.*

Je veux rappeler que les juges sont appelés à décider en tout indépendance en priorisant l'intérêt général tout en s'efforçant de résister aux forces occultes détentrice d'avoir important issu des actes de corruption qu'ils sont tenus de réprimer. L'ULCC recommande la mise en mouvement de l'action publique contre les nommés Smith Augustin, Emmanuel Vertilaire et Louis Gérald Gilles pour abus de fonction, versement de pots-de-vin et corruption passive, ce, conformément aux dispositions des articles 5.5, 5.6 et 11 de la loi du 12 mars 2014 portant prévention et répression de la corruption. L'ULCC recommande également la mise en branle de l'action publique contre le nommé Raoul Pascal Pierre-Louis pour entrave au fonctionnement de la justice et abus de fonction, versement de pot-de-vin, corruption active, faits prévus et punis conformément aux dispositions des articles 5.5, 14, 21 de la loi du 12 mars 2014 portant prévention et répression de la corruption; la mise en mouvement de l'action publique contre le nommé Lonick Léandre pour instigateur de versement de pot-de-vin, fait prévu et puni par les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 5.6 de la loi du 12 mars 2014 portant prévention et répression de la corruption. »

Mais, il n'y a pas que ces recommandations. Le public découvre stupéfait,

En effet, selon la Commission d'enquête, Emmanuel Vertilaire, Smith Augustin et Louis Gérard Gilles ont bénéficié d'une Carte de crédit, d'un prêt, plus d'une ligne de crédit quasiment sans limite dans le cadre d'un échange donnant-donnant, c'est-à-dire qu'il soit reconduit à la tête de la banque publique. Un marché qui constitue, d'après les enquêteurs de l'ULCC, un pacte de corruption entre le corrupteur et les corrompus. Mieux, en suivant le fil rouge de cette affaire, la Commission s'est aperçue que les trois hommes n'étaient pas les seuls à avoir bénéficié de ce circuit bien organisé de la corruption. Il y a eu des intermédiaires et d'autres bénéficiaires à l'instar d'un certain Lonick Léandre dont le nom apparaît souvent dans la bouche de certains Conseillers-Président. Enfin, le Rapport révèle que les mis en cause ont paniqué à partir du moment où ils ont appris que le Premier ministre Garry Conille avait transmis le dossier à l'ULCC.

Ainsi, ils avaient commencé à rembourser la BNC en de très faible quantité. Mais, cela n'a pas empêché la Commission de découvrir le subterfuge et de mettre au grand jour ce qu'on peut considérer comme un réseau de malfaiteurs à col blanc. (…) « La Commission note qu'en proposant à ces membres du CPT une Carte de crédit, un prêt ou une ligne de crédit et leur présentant la liste des biens hors exploitation de la BNC en



L'ancien Président du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de Crédit (BNC), Raoul Pascal Pierre Louis

avec la publication du Rapport, combien Louis Gérard Gilles, Emmanuel Vertilaire et Smith Augustin, en devenant Conseillers Présidentiels, ont fait une bonne affaire si l'on peut parler ainsi. Déjà, l'enquête a fait ressortir que Raoul Pierre-Louis avait, dans un premier temps, accepté d'entrer dans la combine. Il avait proposé et mis à la disposition des trois Conseillers Présidentiels tout un mécanisme pour vider les caisses de cette banque commerciale publique. Les fins limiers de l'ULCC ont réussi à faire parler les Conseillers, notamment Smith Augustin qui n'a jamais accepté qu'il soit un corrompu. En voulant jouer à la transparence, il s'était mis à table, comme on dit dans le jargon des enquêtes policières, pour délivrer des informations qui ne laissent aucun doute sur le train de vie royale d'un Conseiller Présidentiel haïtien.

Outre la vie de château que mènent les 9 membres du Conseil Présidentiel de Transition sans exception, l'enquête de l'organisme anti-corruption a mis au jour un système bien rodé de corruption à la Carte bancaire au sein de la BNC. Ce système dit Carte de crédit est la porte ouverte à toute forme de corruption et de lapidation des fonds publics. Les responsables de l'ULCC ne se sont pas gênés pour mettre à la disposition du public, à travers la presse, des copies du résumé du Rapport dans lequel on apprend des choses ahurissantes sur la manière dont les Conseillers Présidentiels, en tout cas, les trois impliqués officiellement dans le scandale de cent millions de gourdes, ont procédé avec celui qui était encore Président du Conseil d'Administration de la BNC, Raoul Pascal Pierre-Louis dans le but de son maintien à la tête de cette institution bancaire.

échange de sa reconduction à la tête du Conseil d'administration de ladite Banque, Raoul Pascal Pierre-Louis a défini un pacte de corruption dont la première entente commençait avec Lonick Léandre et Smith Augustin. Les Cartes de crédit émises au nom des sieurs Smith Augustin, Emmanuel Vertilaire, Louis Gérald Gilles et Lonick Léandre sont des Cartes de crédit pré-approuvées. Les Cartes pré-approuvées, selon les règlements de la BNC, sont accordées directement par le Conseil d'administration de la BNC. Dans le cas des membres du CPT, les Cartes de crédit ont été imprimées sur instructions formelles et expresses du Président du Conseil, monsieur Raoul Pascal Pierre-Louis, et non celles du Conseil d'administration.

La Commission d'enquête a effectivement retrouvé dans les dossiers de ces Cartes de crédit, les notes manuscrites de M. Pierre-Louis instruisant les services compétents de la BNC pour non seulement octroyer ces Cartes, mais aussi d'en augmenter leur limite de crédit. Ce qui confirme que l'émission de ces Cartes de crédit a été directement et personnellement décidée par M. Pierre-Louis dans le cadre des discussions entamées pour sa reconduction à la tête du Conseil d'administration de la BNC en dehors de toutes régularités et exigences administratives. Entre le 27 mai et le 11 juillet 2024, Smith Augustin a effectué quinze achats totalisant la somme de huit cent soixante-douze mille deux cent vingt gourdes et quarante centimes (872,220.40 gourdes) contre aucun remboursement jusqu'à ce que la BNC ait bloqué sa Carte le 28 juillet 2024 pour non-paiement » (…) **(A suivre)**

C.C

In Haiti, Kenyan Police Officers Between Anger and Powerlessness



Kenyan troops arriving in Haiti on Jan. 18, 2025. Despite a recent increase in numbers, the MSS force is plagued by a lack of funds, morale, and success

By Maina Waruru

By offering to lead the Multinational Security Support Mission in Haiti, a decision that was badly received by Kenyans, Nairobi has taken a major political risk. Faced with powerful gangs on the ground, the Kenyan police also have to deal with delays in payment.

On the morning of Sat., Jan. 18, 2025, a Kenya Airways jet landed in Port-au-Prince carrying another 218 Kenyan police officers, among them a five-member all-women SWAT team.

This latest deployment, following the arrival two weeks ago of 158 Salvadoran and Guatemalan troops, now brings the Washington-sponsored Multinational Security Support Mission (MSS) in Haiti to a strength of 790 troops, still less than one third of the 2,500 envisioned when the force was approved in October 2023.

Nonetheless, Kenya claims it will send another 200 officers by the end of January and then 200 more in February as well.

As usual, the new arrivals were greeted on the tarmac of the capital's Toussaint Louverture International Airport by a host of dignitaries responsible for inviting them, including, this time, Transitional Presidential Council (TPC) representative Fritz Alphonse Jean (who will become the body's president in March), Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé, Haitian National Police (PNH) chief Rameau Normil, the MMS chief, Kenyan Gen. Godfrey Otunge, U.S. Ambassador Dennis B. Hankins, and Canadian Ambassador André François Giroux.

"The arrival of these reinforcements marks a crucial step in freeing our country from the grip of criminal networks and restoring peace here," said Fils-Aimé in a speech for the occasion.

Despite the troops trickling in, the MSS remains a force with an uncertain future, particularly with President Donald Trump's arrival in the White House on Jan. 20. In his inaugural address, he reiterated his "America first" agenda, which includes, he has said, curbing the spending of U.S. taxpayer dollars abroad for military adventures.

As the following article (published Jan. 6) elucidates, Kenya and the MSS are already are challenged in financing, morale, and effectiveness. Things could become even worse under Trump.

Kim Ives

Kenya's peacekeeping mission controversially deployed to Haiti in June 2024 seems to be hopping from one challenge to another after surviving the initial legal and logistical challenges, the latest being both operational and remuneration, where the officers reportedly have not been paid their dues since September.

On the ground, this UN mission, which was set up in October 2023 and which Kenya agreed to lead in order to restore its image, is faced with an explosive situation.

The mission is supposed to be helping the Haitian police to "restore basic security and State control. " But this is far from being the case. The dozen or so violent gangs that de facto run the country and control 85 % of the capital, Port-au-Prince, are steadily gaining ground.

The reports of non-payment of their salaries and allowances come amid claims that at least 20 police officers from the 425-strong Kenyan policemen serving under the UN-backed mission to stabilize the lawless Caribbean country have opted to resign from the force in frustration.

The officers allegedly wrote letters to the UN in November offering to resign from their duties, citing frustrations over non-payment of three months' salaries and allowances, reports which have been denied by the MSS and the Kenya police authorities.

TPC member Fritz Alphonse Jean welcomed the Kenyan troops to Haiti, flanked by U.S. Ambassador Dennis B. Hankins (right) and Canadian Ambassador André François Giroux (left).

According to the Reuters news agency, the officers began to submit resignation letters in October after allegedly trying to resign verbally and being told to put their requests in writing. While three officers submitted resignation letters in October, another 15, among them senior commanders, did so in November, said the agency, citing the aggrieved officers.

"The reports that officers have offered to resign from the MSS are not accurate, all our police officers serving in Haiti have been paid up to the end October," said police Inspector General Douglas Kanja. This contradicted a similar denial by the MSS, which said that the officers had been paid up to September, in what is turning out to be a financially crippled mission.

A poorly thought-out expedition

The allegations were further denied by the MSS force commander Daniel Otunge, who termed them as "malicious and inaccurate" even as reports of dissatisfaction and disaffection kept surfacing back home in social media platforms.

"Things haven't gone as well as we expected. We never received our salaries and allowances on time, and conditions in our camp are bad because we lack basic necessities, including food," said John, an MSS officer interviewed by Afrique XXI, who requested anonymity. According to David, another officer contacted by Afrique XXI, the MSS members have not been equipped with the sophisticated weapons they were promised. "Things are not going well, morale is low and, as a result, people don't want to risk their lives confronting criminals," he said, also on condition of anonymity.

But even as denials came, reports indicate that the financial challenges have been brought about by a lack of financial commitment from the mission's main financier, the United States, and other Western powers, which are supposed to fund the MSS via voluntary contributions.

It has been further complicated by claims of a shortage of munitions and equipment needed to confront more than a dozen gangs that run the country, a mission that Kenya had hoped would run smoothly and boost the country's international image and standing, according to Nairobi human rights lawyer Soyinka Lempaa.

For Lempaa, these difficulties are the result of a poorly thought-out expedition by Kenya. "The problem is that Kenya volunteered to lead the mission to Haiti so as to be in good books with Western powers and in an attempt to shore-up its international standing and esteem," he told further Afrique XXI. "The mission has also all along lacked the goodwill of the same powers, meaning that the country is left to undertake a very difficult law and order restoration task, virtually on its own."

The result is also that Kenya is delaying the deployment of an additional 600 policemen as part of the pledged 1000-strong force as earlier planned, with the officers stuck at a training garrison in Nairobi since the beginning of November when they graduated from training, ready for deployment.

Lack of liquidity

Not unexpectedly, the MSS is having problems fighting the gangs controlling large parts of Port-au-Prince, and its suburbs, where more than 3,600 people have been killed in 2024.



Newly arrived Kenyan troops dance with their national flag on arrival in Haiti on Jan. 18, 2025. Some of the MSS troops they are joining have reportedly threatened to quit.

Part of the problem with the mission, according to Human Rights Watch, is that while it was approved by the UN security Council, it is not a UN operation and wholly relies on voluntary financial contributions. So far only a paltry US$ 85 million of the mission's estimated US$ 600 million required annually to support its operation has been received through a trust fund established by the UN.

"Despite some good will and commitments, the government, the MSS, and humanitarian and human rights groups working in Haiti don't have anywhere near the resources needed to effectively address the challenges," said HRW's Nathalye Cotrino and Ida Sawyer.

In early January, the MSS only had 425 Kenyan policemen of the 2,500 personnel expected on the ground in Haiti. It was operating on around US$454 million, which was made up of direct contributions of $369 million from the United States to complement the UN-controlled Trust Fund's collection of US$85 million.

Despite this shortfall, the UN Security Council in September unanimously voted to extend the MSS's mandate for another year, while rejecting calls from the U.S. and Haiti to transform it into a UN "peacekeeping" operation (UNPKO).

The denials of resignation threats by officers aside , Kenya's President William Ruto in October appealed for urgent financial support from the "international community" when meeting in Nairobi with Haiti's then Prime Minister Garry Conille .

"We are asking the international community to match their commitment and their pledges with the necessary action for us to be able to undertake the task ahead of us," Kenya's President pleaded.

Kenya had promised to deploy a total of 1,000 police officers, but only has enough cash to run operations up to March 2025, but even this schedule is now in doubt, if the protests by the officers are anything to by and if the claims that Kenya, a country running on budget deficit, continues footing the bill.

"A costly political mistake"

It is a claim that has been lent credence by National Treasury and Economic Planning Minister John Mbadi, who in November admitted that "this money we are spending on behalf of the UN, we are the ones making the payment so the money comes from our exchequer because these are our officers." It also lends credence to claims that the country has spent no less than US$15 million of its own money as it awaits reimbursement of cash from the UN.

Haiti's powerful gangs are digging trenches, using drones, and stockpiling weapons as they change tactics to confront the Kenyan-led police force deployed to wrestle back government control, a UN report said on Jan. 1. On the other hand, frustrations with salaries for the Kenyan officers who took up their roles in June is nothing new. The policemen had gone without pay for the first two months of their deployment, in what was the troubled mission's rocky start. The MSS, in an Aug. 25 statement, acknowledged the delayed payments, assuring that "there was nothing to worry about with regard to welfare issues of the MSS officers." But challenges for the deployment, which remains deeply unpopular back in home in Kenya, have evidently persisted.

Overall, the participation of Kenya as leader for the supposed 2500-strong force remains a "costly political mistake" for President Ruto, according to James Mwangi, head of the African Center for Corrective and Preventive Action (ACCPA) in Nairobi. "The president is leading Kenya into a dangerous mission abroad by agreeing to be used by the United States and France to pacify Haiti, a country thousands of kilometers away from home, where Kenya has no known political or economic interest," he told Afrique XXI.

It is perhaps because of this realization that Ruto on Dec. 20 appointed a consul-general to Port-au-Prince, the first time Kenya has established diplomatic ties with the country. Ruto picked former senior policeman Noor Gabow to head the consulate and provide support to the expedition.

***Maina Waruru** is a Kenya-based freelance journalist who works for The Pie News and University World News, among others. The original version of this article was published in Afrique XXI.*

UN RÉDACTEUR EN CHEF DE LA
A COLLABORÉ AVEC L



Raffi Berg est anglais et dirige le bureau de la BBC pour le Moyen-Orient. Il a collaboré avec la CIA et le Mossad

Par Alan Macleod

Un rédacteur en chef de la BBC était au cœur d'un scandale sur le parti pris systématique de la chaîne en faveur d'Israël. MintPress News a pu établir qu'il était en fait un ancien membre d'une unité de propagande de la CIA.

Raffi Berg est anglais et dirige le bureau de la BBC pour le Moyen-Orient. Mais il a aussi travaillé pour le Foreign Broadcast Information Service du département d'État étasunien. Il le reconnaît lui-même, cet organisme était une couverture de la CIA.

Berg fait actuellement l'objet de toutes les attentions après que treize employés de la BBC soient sortis du bois, affirmant notamment que son « *travail consiste à édulcorer tout ce qui est trop critique à l'égard d'Israël* » et qu'il détient un pouvoir « énorme » au sein du radiodiffuseur public britannique, qu'il existe une culture de « peur extrême » à la BBC concernant la publication de tout ce qui est critique à l'égard d'Israël et que Berg lui-même joue un rôle clé pour convertir la couverture de la BBC en « propagande systématique d'Israël ». La BBC a contesté ces accusations.

Notre homme de Londres

Berg s'est attiré l'attention du public en décembre après la publication par Drop Site News d'une enquête basée sur des entretiens avec 13 membres du personnel de la BBC. Ils le présentent comme un personnage dominateur, bloquant systématiquement toute couverture critique d'Israël et manipulant les articles pour les adapter à des récits pro-israéliens.

Le reportage de 9 000 mots, rédigé par le célèbre journaliste Owen Jones, est exhaustif et bien documenté. Mais il passe à côté d'un aspect important de l'histoire : les liens de Berg avec l'appareil de sécurité nationale des États-Unis. MintPress News peut maintenant le dévoiler.

Selon son profil LinkedIn, Berg a été employé du Foreign Broadcast Information Service (FBIS) du département d'État US trois ans avant de rejoindre la BBC. Le FBIS est aujourd'hui considéré dans le monde entier comme une couverture de la CIA, connu pour collecter des renseignements au profit de l'agence.

Comme l'indiquent les deux premières lignes de sa fiche Wikipédia : « *Le Foreign Broadcast Information Service (FBIS) était un service de renseignement à source ouverte de la Direction de la science et de la technologie de la Central Intelligence Agency. Il surveillait, traduisait et diffusait au sein du gouvernement américain des nouvelles et des informations librement accessibles provenant de sources médiatiques situées en dehors des États-Unis* ».

En 2005, le FBIS a été intégré à la nouvelle Open Source Enterprise de la CIA.

Berg ne conteste pas qu'il était, en fait, un homme de la CIA. Ainsi, dans une interview accordée en 2020 au Jewish Telegraph, il s'était dit « absolument ravi » de travailler secrètement pour l'agence. Berg développe : « *Un jour, on m'a mis à l'écart et on m'a dit : "Vous savez peut-être que nous faisons partie de la CIA, mais n'allez pas le raconter aux gens".* »

Cette information ne l'a pas vraiment surpris, car le processus de candidature était extrêmement long et rigoureux. « *Ils ont passé ma personnalité et mes antécédents au peigne fin, me demandant si j'avais déjà visité des pays communistes et, si c'était le cas, si j'avais noué des relations pendant mon séjour* », explique Berg.

Collaborateur du Mossad

La CIA n'est cependant pas la seule organisation clandestine d'espionnage avec laquelle Berg collabore depuis longtemps. Il entretient également de fructueuses relations professionnelles avec le Mossad, la principale agence de renseignement israélienne.

En 2020, Berg a publié Red Sea Spies : The True Story of Mossad's Fake Diving Resort, un livre qui raconte l'histoire de l'opération israélienne visant à faire entrer clandestinement des Juifs éthiopiens en Israël.

Le fait que ce récit de 320 pages fasse l'apologie d'Israël et de ses espions n'est peut-être pas surprenant, compte tenu de l'importance de l'apport du Mossad dans sa rédaction.

Berg a déclaré avoir écrit le livre « en collaboration » avec le commandant du Mossad Dani Limor, sur lequel il s'est largement appuyé. Car, selon ses propres termes, il ne connaissait « pratiquement rien » de l'histoire et de son contexte avant de l'écrire.

Limor a ouvert de nombreuses portes et a pu lui obtenir « plus de 100 heures d'entretiens » avec des responsables de l'armée et des services de renseignement israéliens, y compris le chef du Mossad.

Limor et Berg sont devenus des amis très proches. En 2020, il a posté une photo de lui bras dessus bras dessous avec l'ex-commandant du Mossad. La première page de Red Sea Spies est simplement une éloge d'Efraim Halevy, ancien directeur du Mossad. Berg décrit par ailleurs cette organisation comme « le meilleur service de renseignement au monde ».

Berg a fait une promotion agressive de son livre. Et il s'est réjoui à plusieurs reprises de l'intérêt que Benjamin Netanyahou lui a porté. En août 2020, par exemple, il a partagé une photo de Netanyahu à son bureau, devant un exemplaire du livre. « *C'est la première fois que je suis sur la bibliothèque d'un Premier ministre. Je sais que j'ai un livre du Premier ministre israélien Netanyahou sur la mienne, mais wow ! »*, s'est-il exclamé, en taguant le Mossad, le parti israélien Likoud et les ambassades d'Israël au Royaume-Uni et aux États-Unis.

L'année suivante, il a envoyé un message au fils de Netanyahu, Yair, déclarant : « *Ton père a lu mon livre, Red Sea Spies : The True Story of the Mossad's Fake Diving Resort, et m'a envoyé une lettre adorable à ce sujet.* »

On peut voir cette lettre sur le mur du bureau de Berg dans ses nombreux messages et vidéos publics, encadrée et placée à côté de photos où il rencontre un commandant du Mossad et Mark Regev, l'ancien porte-parole du cabinet du Premier ministre israélien.

Berg ne se contente pas d'encadrer ces photos et ces documents pour les mettre en évidence dans son bureau. Il choisit également de les montrer ostensiblement lorsqu'il s'exprime publiquement. Y compris dans le cadre de ses fonctions professionnelles. Pour un rédacteur de la BBC chargé de couvrir le Moyen-Orient, c'est révélateur. Rappelons qu'en théorie, la BBC se présente comme un diffuseur impartial tant sur le Moyen-Orient que sur le reste du monde.

Mais pour Berg, il s'agit manifestement d'un comportement anodin. Même s'il lui revient de prendre des décisions sur la couverture de la situation israélo-palestinienne pour la BBC.

Imaginons l'inverse : un simple employé de la BBC partageant ouvertement des photos de lui sympathisant avec le commandant du Hamas, Yahya Sinwar ; ou affichant une lettre de félicitations de l'ayatollah iranien Khamenei… Il y aurait clairement eu de sérieuses répercussions. En effet, la BBC a déjà suspendu six de ses reporters juste parce qu'ils avaient liké des tweets pro-palestiniens. Mais pour Berg, il semble que son plaidoyer pro-israélien ne pose aucun problème.

Un pro-israélien implacable

Bien sûr, on peut imaginer qu'une position pro-israélienne aide à gravir les échelons à la BBC. Ce média est connu depuis longtemps pour afficher un fort parti pris en faveur du pays et de ses intérêts. Né et élevé en Angleterre, Berg s'est toujours intéressé de près à Israël, où il s'est installé pour suivre des études juives et israéliennes à l'Université hébraïque de Jérusalem. Il a travaillé au FBIS entre 1997 et 1998, puis a rejoint la BBC en 2001, où il a commencé comme rédacteur et producteur d'informations internationales.

L'un de ses premiers articles pour la BBC présentait l'armée israélienne et ses recrues comme de courageux protecteurs de la patrie et une « source de fierté nationale ». Les femmes en service symbolisaient une victoire pour l'égalité des sexes.

En 2009, au plus fort de l'opération « Plomb durci » – l'attaque israélienne contre Gaza qui a fait plus de 1 000 morts – Berg a assisté à une manifestation pro-israélienne dans le centre de Londres. Il a même critiqué le journal israélien The Jerusalem Post pour avoir rapporté que 5000 personnes seulement s'étaient rendues à l'événement. Selon Berg, il y en avait trois fois plus. Par la suite, la BBC a modifié ses directives afin d'empêcher les employés de la rédaction d'assister à des manifestations controversées.

Au cours de l'opération « Plomb durci », il a été établi que l'armée israélienne avait ciblé et tué des civils sans discrimination, utilisé des Palestiniens comme boucliers humains et recouru à des armes chimiques interdites dans des zones civiles, notamment du phosphore blanc.

Trois ans plus tard, en novembre 2012, Israël a lancé l'opération « Pilier de défense », un assaut sanglant et très médiatisé contre Gaza qui a fait la une des journaux du monde entier. Alors qu'Israël bombardait la zone civile densément peuplée, Berg a lancé sa propre offensive en interne, demandant à ses collègues de la BBC de rédiger leurs articles de manière à ne pas blâmer ou « mettre indûment l'accent » sur Israël. Les courriels divulgués montrent qu'il a encouragé les journalistes à présenter l'attaque comme une opération « *visant à mettre fin aux tirs de roquettes depuis Gaza* », désignant ainsi le Hamas comme l'agresseur.

Un autre courriel de Berg demandait à ses collaborateurs de « se rappeler qu'Israël ne maintient pas de blocus autour de Gaza, l'Égypte contrôlant la frontière sud ». Très contestable, cette opinion n'est en tout cas pas partagée par les Nations unies : ils ont déclaré qu'Israël était la puissance occupante qui assiégeait la bande de Gaza.

Des révélations extraordinaires

Peu après l'opération « Pilier de défense », Berg est promu à la tête du bureau de la BBC pour le Moyen-Orient. Ce poste lui confère une influence considérable sur la manière dont le média britannique présente la guerre actuelle d'Israël contre Gaza.

À ce titre, il a contribué à transformer la chaîne en « organe de propagande israélienne », selon un journaliste cité par Jones dans son enquête sur Drop Site. « Tout le travail de ce type consiste à édulcorer tout ce qui est trop critique à l'égard d'Israël », a déclaré un autre journaliste.

Les employés de la BBC avec lesquels Jones s'est entretenu ont brossé le tableau d'un fanatique pro-israélien supprimant systématiquement tout contenu ou information susceptible de présenter Tel-Aviv sous un jour défavorable. De nombreux journalistes auraient tenté d'informer la direction de leurs problèmes avec Berg, mais leurs plaintes sont tombées dans l'oreille d'un sourd. « *Presque tous les correspondants que vous connaissez ont un problème avec lui* », a déclaré un membre du personnel. « *Il a été cité dans de nombreuses réunions, mais [la direction] ignore le problème.* »

« L'étendue de son pouvoir est incroyable », a déclaré un autre journaliste à Jones, qui a expliqué que pratiquement chaque article ou séquence concernant Israël devait d'abord être approuvé par Berg, laissant même les autres rédacteurs en chef dans une « peur extrême » de commander quoi que ce soit sans son approbation.

Berg est soupçonné d'avoir apporté d'importantes modifications à des articles d'autres personnes avant leur publication, changeant le cadrage des événements d'actualité afin de protéger Israël de tout reproche. Un exemple de cette pratique est le blanchiment de l'attaque israélienne contre les funérailles de la journaliste américano-palestinienne Shireen Abu Akleh.



BBC, la Société de radiodiffusion britannique

En mai 2022, des tireurs d'élite israéliens ont abattu cette journaliste d'Al Jazeera d'une balle dans la tête et ont tenté de travestir la vérité. Les forces israéliennes ont ensuite mené un raid contre les funérailles publiques, passant à tabac des personnes en deuil et tirant des bombes lacrymogènes sur le cortège. Manifestement rédigé par Berg lui-même, l'article de la BBC relatif à ces événements relate : « *Des violences ont éclaté à Jérusalem-Est lors des funérailles de la journaliste Shireen Abu Aqla, tuée au cours d'une opération militaire israélienne en Cisjordanie occupée. Son cercueil a été bousculé alors que la police israélienne et des Palestiniens s'affrontaient au moment où il quittait un hôpital de Jérusalem-Est* ».

Ainsi, le meurtre d'Abu Akleh par les forces israéliennes a été réduit à un simple décès au cours d'une opération – sans qu'aucun auteur ne soit pointé. Et l'attaque de la police contre un cortège funèbre a été présentée comme un « affrontement » entre des factions rivales, se partageant sans doute les torts de façon égale.

Un exemple plus récent nous est rapporté par Jones à travers un article paru en juillet. Il concernait la mort de Muhammed Bhar. Des soldats israéliens avaient lâché un chien d'attaque sur ce Gazaoui gravement handicapé et l'avaient laissé se vider de son sang jusqu'à la mort. Sous la supervision de Berg, le titre original était : « La mort solitaire d'un homme de Gaza atteint du syndrome de Down ».

Ce n'est qu'après un gigantesque tollé mondial que la BBC a modifié son cadrage pour indiquer comment Bhar avait trouvé la mort. « Il faut établir des limites morales. Et si cette histoire n'en est pas une, qu'est-ce qui l'est encore ? » a commenté un journaliste de la BBC.

Depuis la publication de l'enquête, Berg est resté silencieux. Mais il a engagé un avocat spécialisé dans la diffamation, Mark Lewis – qui se trouve être l'ancien directeur de U.K. Lawyers for Israel. La BBC, quant à elle, a apporté un soutien sans équivoque à Berg et à son travail. Elle a rejeté toute suggestion de complaisance à l'égard d'Israël et affirme que l'article de Drop Site « décrit de manière fondamentalement erronée le pouvoir et l'influence de Berg ainsi que le fonctionnement du réseau ».

Un réseau mondial

Quelle que soit la véracité des allégations de Drop Site, il fait incontestable qu'un ancien collaborateur du département d'État US et de la CIA dirige la BBC pour sa couverture du Moyen-Orient est sans aucun doute d'intérêt public.

Cela donne un écho frappant aux accusations du journaliste Tareq Haddad. En 2019, il avait claqué la porte de Newsweek, affirmant que l'hebdomadaire l'empêchait systématiquement de couvrir des sujets importants sur le Moyen-Orient si cela ne correspondait pas aux objectifs de la politique occidentale.

Mais ce qui est peut-être le plus frappant, c'est qu'il a affirmé que Newsweek employait un rédacteur en chef dont la seule tâche était apparemment d'examiner et de supprimer les articles « controversés », tout comme Berg. Ce rédacteur avait également des antécédents similaires avec le pouvoir d'État. Comme l'a souligné Haddad : « *Le gouvernement étasunien, dans une horrible alliance avec ceux qui profitent le plus de la guerre, a ses tentacules dans tous les médias – des imposteurs, liés au département d'État US, siègent dans les salles de rédaction du monde entier. Des rédacteurs en chef, sans liens apparents avec les membres de ce club, n'ont rien fait pour résister. Ensemble, ils filtrent ce qui peut ou ne peut pas être rapporté. Les histoires gênantes sont complètement bloquées* ».

Contacté par MintPress News pour une réaction, Haddad a déclaré qu'il trouvait « stupéfiants » les liens entre la BBC, le département d'État et la CIA. Il ajoute : « *Lorsque j'ai démissionné de Newsweek, je l'ai fait parce que tous les reportages sur les affaires étrangères passaient par un rédacteur en chef particulier, qui, dans mon cas, s'est avéré être lié à l'European Council on Foreign Relations. Cela m'a empêché d'écrire la vérité sur un certain nombre de questions sensibles* ».

Médias affiliés à la CIA

Si d'anciens agents de la sécurité nationale étasunienne peuvent guider l'orientation de médias internationaux, les implications sont profondes. En effet, le département d'État et la CIA comptent parmi les institutions les plus notoirement malhonnêtes et perfides au monde, ils distillent régulièrement des mensonges et de fausses informations dans le discours public pour servir les ambitions de Washington.

Comme l'a déclaré Mike Pompeo, ancien directeur de la CIA et secrétaire d'État en 2019: « *Quand j'étais cadet, quelle était la devise des cadets à West Point ? Vous ne mentirez pas, ne tricherez pas, ne volerez pas et ne tolérerez pas ceux qui le font. Puis j'ai été directeur de la CIA. Nous mentiions, nous trichions, nous volions. Nous avions des cours de formation entiers [sur] cela !* »

De plus, le département d'État et la CIA ont un long passif dans l'organisation d'invasions et de coups d'État contre des pays étrangers, dans le trafic de drogues

A BBC POUR LE MOYEN-ORIENT
LA CIA ET LE MOSSAD

et le trafic d'armes ainsi que dans l'exploitation d'un vaste réseau mondial de « sites secrets » où des milliers de personnes sont torturées. Par ailleurs, la CIA tout particulièrement a une solide expérience dans l'infiltration des médias. Dans les années 1970, le Comité Church a révélé l'existence de l'opération Mockingbird, un projet secret visant à infiltrer les salles de rédaction de toute l'Amérique avec des agents secrets se faisant passer pour des journalistes.

Le travail du journaliste d'investigation Carl Bernstein a en outre révélé que l'agence avait entretenu un réseau de plus de 400 personnes qu'elle considérait comme des atouts, y compris le propriétaire du New York Times.

John Stockwell, ancien chef d'un groupe de travail de la CIA, a de son côté expliqué devant les caméras comment son organisation avait infiltré des services de presse partout dans le monde, créant de faux médias et de fausses agences de presse qui s'efforçaient de contrôler l'opinion publique mondiale et de diffuser de fausses informations diabolisant les ennemis de Washington. « J'avais des propagandistes dans le monde entier », a-t-il admis, avant d'ajouter : « *Nous avons diffusé des dizaines d'histoires sur les atrocités commises par les Cubains, sur les violeurs cubains [dans les médias]… Nous avons publié des photographies [truquées] qui ont fait la une de presque tous les journaux du pays… Nous n'avions pas connaissance d'une seule atrocité commise par les Cubains. Il s'agissait d'une propagande pure, brute et mensongère visant à créer l'illusion de communistes mangeant des bébés au petit-déjeuner* ».

Ce processus se poursuit encore aujourd'hui, alors que la CIA continue de promouvoir des histoires douteuses sur le soi-disant syndrome de La Havane et sur la Russie qui offrirait des primes aux soldats US en Afghanistan.

Les chaînes câblées emploient régulièrement un large éventail d'anciens fonctionnaires du département d'État ou de la CIA en tant que personnalités et experts de confiance. L'ancien directeur de la CIA, John Brennan, est employé par NBC News et MSNBC, tandis que son prédécesseur, Michael Hayden, est présent sur CNN. Des présentateurs de premier plan comme Anderson Cooper et Tucker Carlson ont leurs propres liens avec l'agence.

Par ailleurs, en 2015, Dawn Scalici, 33 ans d'expérience au sein de la CIA, a quitté son poste de responsable du renseignement national pour l'hémisphère occidental qu'elle occupait auprès du directeur du renseignement national pour devenir directrice des affaires mondiales de l'agence d'information Reuters. Le fait qu'il s'agissait d'une embauche politique a été à peine caché ; dans le communiqué officiel sur l'embauche de Scalici, l'agence de presse a déclaré que sa principale responsabilité serait de « faire progresser la capacité de Thomson Reuters à répondre aux besoins disparates du gouvernement américain ».

Les réseaux sociaux regorgent eux aussi d'anciens agents de la sécurité nationale étasunienne. Une précédente enquête de MintPress News a mis au jour un réseau de dizaines d'anciens fonctionnaires de la CIA travaillant chez Google. La plupart de ces personnes occupent des postes très sensibles sur le plan politique, comme la sécurité, la confiance et la sûreté, ce qui leur permet de contrôler les algorithmes qui décident des contenus qui sont vus et de ceux qui sont supprimés dans le monde entier. Certains ont même été directement recrutés par la CIA qu'ils ont quittée pour rejoindre le géant de la Silicon Valley.

Facebook est en concurrence avec Google pour le titre d'employeur du plus grand nombre d'anciens agents de la CIA. Il y a notamment Aaron Berman. Il est responsable principal de la politique de l'entreprise en matière de désinformation. Autrement dit, c'est lui qui a le plus le pouvoir de décider ce que le monde voit – ou ne voit pas – dans ses fils d'actualité. Il a été directement parachuté de Langley, Virginie.

Berman était l'un des plus hauts responsables de la CIA. Il rédigeait les briefings quotidiens des présidents Barack Obama et Donald Trump jusqu'en juillet 2019, date à laquelle il est passé des grands renseignements à la grande technologie.

Par ailleurs, depuis qu'elle est devenue la cible de l'ire de Washington, TikTok s'est lancée dans une frénésie d'embauches, recrutant un grand nombre de fonctionnaires du département d'État US pour gérer ses affaires internes. Par exemple, la responsable de la politique publique en matière de données pour l'Europe est Jade Nester. Elle officiait auparavant comme directrice de la politique publique en matière d'internet au département d'État. Ces liens ont été explorés dans une enquête de MintPress : « TikTok : Le « cheval de Troie » chinois est géré par des fonctionnaires du département d'État ».

Encourager le génocide

Ces dernières années, Washington a montré un intérêt considérable dans l'influence de la presse britannique. La National Endowment for Democracy – une autre branche officieuse de la CIA – a dépensé des millions de dollars pour financer un large éventail de médias au Royaume-Uni. L'USAID, l'organisation sœur de la NED, est le troisième bailleur de fonds de BBC Media Action, la branche caritative de la société, avec un don annuel de plus de 2 millions de dollars.

La BBC elle-même a fait l'objet d'accusations répétées de partialité pro-israélienne, non seulement de la part du public, mais aussi en interne. Son siège est souvent le point de départ ou d'arrivée de nombreuses manifestations pro-palestiniennes, dont un prochain rassemblement national prévu à Londres le 18 janvier.

En novembre, plus de 100 employés de la BBC ont signé une lettre ouverte adressée au directeur général de la société, Tim Davie, et à la directrice générale, Deborah Turness. La lettre reproche à la société de fournir constamment une « couverture favorable à Israël », de ne pas respecter les « principes journalistiques de base » lorsqu'elle couvre la guerre contre Gaza, et de contribuer à « déshumaniser systématiquement les Palestiniens ».

Haddad a reconnu qu'une grande partie de la couverture de la chaîne avait été médiocre, déclarant à MintPress : « La BBC, bien sûr, comme beaucoup d'institutions, n'a pas été à la hauteur de sa mission en documentant ce qu'Israël a fait dans une bande de terre densément peuplée que nous appelons Gaza au cours des 14 derniers mois et avant ».

C'est en partie pour cette raison que la confiance du public dans le radiodiffuseur est tombée à un niveau historiquement bas. En juillet 2023, seuls 38 % des Britanniques déclaraient faire confiance à la BBC pour dire la vérité, alors qu'ils étaient 81 % 20 ans plus tôt. Depuis le 7 octobre, les partis pris de la BBC ont été soumis à un examen encore plus minutieux.

Selon Haddad, il est de plus en plus difficile d'ignorer les actions d'Israël. Officiellement, le bilan de l'attaque israélienne contre Gaza s'élève à près de 50 000 morts, bien que des estimations crédibles fassent état d'un chiffre bien plus élevé. Des organisations internationales, telles que les Nations unies et Amnesty International, ont qualifié l'attaque de « génocidaire ».

Israël ne pourrait pas poursuivre son attaque sans le soutien militaire, logistique, économique et politique des puissances occidentales. Il est donc vital pour Washington, Londres et l'Union européenne que l'opinion publique ne tourne pas trop en faveur de la Palestine au point qu'une rébellion publique généralisée force un changement de politique.

La BBC, avec sa couverture profondément trompeuse et partiale des événements, joue donc un rôle important dans la perpétuation des crimes contre l'humanité. Le fait qu'elle soit dirigée de haut en bas par des rédacteurs ouvertement pro-israéliens, dont l'un a travaillé pour le département d'État et à la CIA, n'est peut-être pas surprenant. Ça n'en est pas moins choquant.

Pour être clair, cet article ne prétend pas que Berg ou quiconque à la BBC est un menteur. Il ne l'accuse pas non plus d'avoir commis des actes répréhensibles spécifiques, au-delà du fait qu'il travaille pour une chaîne manifestement partiale. Ce que nous soulignons, c'est qu'il est révélateur que la personne en charge des reportages sur le Moyen-Orient ait des photos et des lettres encadrées de commandants du Mossad et de hauts fonctionnaires israéliens sur son mur, comme s'ils étaient des stars du rock et qu'il en était un fan adolescent.

Le fait qu'une telle personne ait pu gravir les échelons est une indication claire du type de culture qui existe au sein de la BBC – une culture qui a systématiquement diabolisé les Palestiniens et fabriqué un consentement au génocide.

Mint Press 3 janvier 2025
Traduit de l'anglais par GL
Investig'Action 8 janvier 2025

Le socialisme à la chinoise est-il marxiste ?

Par Bruno Guigue*

2ème partie

Mao Zedong : le premier bond historique

Comme son nom l'indique, la sinisation du marxisme consiste à combiner les principes fondamentaux du marxisme avec les conditions réelles de la société chinoise. C'est ce que souligne Xi Jinping lors du XXe Congrès du PCC (octobre 2022) : « Pour préserver et développer le marxisme, nous devons absolument l'adapter à la réalité chinoise. Si nous prenons pour guide le marxisme, c'est pour résoudre les questions propres à la Chine en recourant à la conception du monde et à la méthodologie marxistes, au lieu d'apprendre par cœur ou de répéter machinalement des phrases toutes faites ou de faire du marxisme un dogme figé. Il faut que nous persistions à libérer notre pensée, à faire preuve d'objectivité, à avancer avec notre époque et à rechercher la vérité et l'efficacité ».[3] Processus s'inscrivant dans le long terme, la sinisation du marxisme a connu plusieurs bonds historiques au cours desquels les innovations dans la pratique révolutionnaire ont généré à leur tour des avancées théoriques. Le premier bond historique, bien sûr, est celui qu'effectue Mao Zedong lorsqu'il définit la stratégie révolutionnaire lui permettant de vaincre les envahisseurs japonais et les forces réactionnaires. Le deuxième bond historique est celui du « socialisme aux caractéristiques chinoises » défini par la théorie de Deng Xiaoping, la pensée de la « Triple représentation » et le « concept de développement scientifique ». A partir du XIXe Congrès du PCC (2017), « la pensée de Xi Jinping sur le socialisme à la chinoise de la nouvelle ère », enfin, constitue un troisième bond historique.

Coup d'envoi de la sinisation du marxisme, la pensée de Mao Zedong demeure encore aujourd'hui une référence indépassable, inscrite dans les statuts du Parti. Or cette pensée repose sur une analyse marxiste des rapports d'exploitation caractéristiques de la société chinoise. Chassés des villes par la répression à partir de 1927, les communistes se sont réfugiés dans les campagnes les plus reculées. La force des choses les a conduits là où ils n'imaginaient pas semer les ferments de la future révolution : auprès des paysans pauvres des régions déshéritées, au cœur de cette Chine arriérée qui fut le théâtre des grandes révoltes millénaristes. Cette confrontation improbable entre la modernité révolutionnaire et l'immensité rurale aura des conséquences décisives. En la pliant aux conditions objectives de la société chinoise, elle provoque un véritable saut qualitatif dans la stratégie révolutionnaire. Certes, le mouvement paysan préexistait aux communistes. Comme la braise sous la cendre, il couvait dans les profondeurs d'une société rurale terriblement archaïque. Présente à l'état endémique, la révolte paysanne éclatait lorsque la colère atteignait son paroxysme. D'une extrême violence, les jacqueries de l'époque impériale étaient nourries par la précarité des conditions d'existence, les abus des propriétaires fonciers, la rapacité inouïe des usuriers.

Après la révolution républicaine enclenchée de 1911, les prodromes d'une révolution paysanne se font bientôt sentir. Au cours des années 1920, un mouvement paysan révolutionnaire se répand au Zhejiang, puis au Hunan, là où certains facteurs favorisent son mûrissement : la proximité de Canton, capitale révolutionnaire du Sud, et l'influence des diplômés de « l'Institut du mouvement paysan » dirigé par Mao Zedong. Au moment où les communistes chinois partent à la conquête du prolétariat urbain et nourrissent un espoir qui sera cruellement déçu, s'affirme ainsi dans ces campagnes reculées une ébauche d'organisation révolutionnaire.



Mao Zedong avec à sa gauche Zhou Enlai et, à sa droite, Deng Xiaoping

C'est cette nouvelle forme de radicalité, déployée loin des regards de l'élite moderniste, que Mao Zedong s'efforce d'analyser. Dans son Rapport sur l'enquête menée dans le Hunan à propos du mouvement paysan (mars 1927) il invite le parti communiste à convertir son regard sur ce monde rural dont l'initiative révolutionnaire contraste avec son arriération présumée. Une conversion qui prendra beaucoup de temps : Mao sait qu'il heurte de front la conception de la révolution chez les marxistes chinois.

Sa thèse centrale, c'est que « le soulèvement paysan constitue un événement colossal » et que les révolutionnaires ont le choix entre trois possibilités : « Dans peu de temps, on verra dans les provinces du centre, du nord et du sud de la Chine des centaines de millions de paysans se dresser, impétueux, invincibles, tel l'ouragan, et aucune force ne pourra les retenir. Ils briseront toutes leurs chaînes et s'élanceront sur la voie de la libération. Ils creuseront le tombeau de tous les impérialistes, seigneurs de la guerre, fonctionnaires corrompus, despotes locaux et mauvais hobereaux. Ils mettront à l'épreuve tous les partis révolutionnaires, qui auront à prendre parti : nous mettre à la tête des paysans et les diriger ? Rester derrière eux en nous contentant de les critiquer avec des gestes autoritaires ? Ou nous dresser devant eux pour les combattre ». En menant l'enquête auprès des masses rurales du Hunan, Mao signe le premier acte d'un changement radical de stratégie révolutionnaire. Aux yeux de ce militant autodidacte, il ne fait aucun doute que le mouvement paysan détient deux atouts considérables : il recèle un potentiel gigantesque dans un pays qui demeure essentiellement rural, et il est suffisamment radical pour servir de base au processus révolutionnaire.

Ces données objectives fixent la tâche des communistes : ils doivent organiser le mouvement paysan afin de l'enrôler au service de la révolution sous la conduite du prolétariat. « Qu'est-ce que le marxisme ? Ce sont les paysans faisant la révolution sous la direction du prolétariat. Quatre Chinois sur cinq sont des paysans. Il nous faut la force des cinq doigts, et s'il ne nous reste que le petit doigt le prolétariat est isolé ». C'est pourquoi Mao réfute les arguments de ceux qui incriminent les paysans pour leurs prétendus excès et jouent les vierges effarouchées devant la violence révolutionnaire : « *La révolution n'est pas un dîner de gala ni une œuvre littéraire, ni un dessin ni une broderie ; elle ne peut s'accomplir avec autant d'élégance, de tranquillité et de délicatesse, ou avec autant de douceur, d'amabilité, de courtoisie, de retenue et de générosité d'âme. La révolution, c'est un soulèvement, un acte de violence par lequel une classe en renverse une autre* ». Conception vigoureuse qui balaie l'esprit de compromis et légitime l'action violente des masses lorsqu'elles s'en prennent à leurs oppresseurs. Car il s'agit de « renverser complètement le pouvoir des hobereaux, de jeter ces derniers au sol et même de leur mettre le pied dessus ». Sans « une puissante poussée révolutionnaire », rien n'est possible, et celle-ci doit s'accompagner d'une « brève période de terreur » pour « réprimer l'activité des contre-révolutionnaires et renverser le pouvoir des hobereaux ». Et au fond, c'est ce qu'enseigne la sagesse populaire : « Pour redresser quelque chose, on est obligé de la courber en sens inverse ; sinon, on ne peut la rendre droite ».[4]

Le second point essentiel du document rédigé par Mao, c'est l'analyse des rapports sociaux au sein même du monde rural. Car la paysannerie est un mille-feuille composé de familles de toutes conditions. « Il y a trois catégories de paysans : les riches, les moyens et les pauvres. Vivant dans des conditions différentes, ils ont des idées différentes sur la révolution ». Or l'allié privilégié du prolétariat, c'est évidemment la paysannerie pauvre. « La force principale dans ce combat dur et obstiné qui se poursuit à la campagne a toujours été constituée par les paysans pauvres » car « ce sont eux qui acceptent le plus volontiers la direction du parti communiste ». Représentant 70 % de la paysannerie du Hunan, ils constituent « l'épine dorsale des unions paysannes, l'avant-garde dans la lutte pour le renversement des forces féodales, les glorieux pionniers de la grande cause de cette révolution inachevée ». Avec des inflexions notables durant la période du second Front uni contre les Japonais (1937-1945), la politique agraire du parti communiste ne dérogera pas à cette exigence : pour assurer le succès de la révolution dans les campagnes, il faut favoriser l'accès à la propriété des paysans pauvres par la réquisition et la redistribution des terres. Avec la paysannerie pauvre comme base sociale et la révolution agraire comme programme, le communisme chinois peut aller jusqu'au bout de sa mutation historique : parti d'intellectuels urbains tentant d'encadrer des syndicats ouvriers, il deviendra une armée de paysans-soldats conduite par des révolutionnaires aguerris.

Un marxisme concret

La pensée de Mao Zedong s'enracine dans cette expérience révolutionnaire, elle en est l'expression consciente. Comme il est difficile de résumer en quelques mots une telle contribution, indiquons brièvement les leçons administrées par la conduite victorieuse de la révolution paysanne : 1. C'est en affrontant une crise paroxystique, à la fois nationale et sociale, que la stratégie révolutionnaire a fait la preuve de son efficacité. 2. C'est en mobilisant les immenses ressources de la paysannerie que la révolution chinoise est parvenue au but. 3. C'est en militarisant la révolution dans une lutte sans merci que le parti communiste l'a emporté. 4. C'est en transformant la résistance à l'envahisseur en guerre de partisans que cette lutte libératrice a chassé l'occupant. 5. C'est en encerclant les villes à partir des campagnes que le PCC a vaincu Chiang Kai-shek, aboli le régime semi-féodal et réunifié la Chine. « Durant les luttes révolutionnaires, au terme d'une quête ardue et au prix d'immenses sacrifices, les communistes chinois représentés par le camarade Mao Zedong ont réalisé une synthèse théorique unique en combinant les principes fondamentaux du marxisme léninisme avec la réalité chinoise et trouvé la bonne voie révolutionnaire : encercler les villes à partir des campagnes et prendre le pouvoir par la lutte armée », rappelle le comité central en novembre 2021.[5]

Si Mao a obtenu la victoire finale, c'est parce qu'il a saisi l'unité organique entre la libération nationale et la lutte sociale. En dressant les masses paysannes contre les propriétaires fonciers et les Japonais, il unissait le sentiment populaire contre les exploiteurs et le sentiment national contre l'envahisseur. Mais il y a plus. En sinisant le marxisme, Mao a fait d'une pierre deux coups : il a donné ses chances à la révolution chinoise et attribué sa véritable signification au marxisme lui-même : « Il n'existe pas de marxisme abstrait, mais seulement un marxisme concret. Ce que nous appelons le marxisme concret, c'est le marxisme qui a pris une forme nationale, c'est-à-dire un marxisme appliqué à la lutte concrète dans les conditions concrètes qui prévalent en Chine. Si un communiste chinois qui fait partie du grand peuple chinois, est uni à son peuple par sa chair et son sang, et parle du marxisme sans les particularités chinoises, son marxisme n'est qu'une abstraction vide ». Dans les conditions de la Chine semi-féodale et semi-coloniale, pouvait-on faire l'économie d'une stratégie politico-militaire, pouvait-on échapper à la lutte armée ? Certainement pas. « En Occident, la révolution est passée, comme pour la révolution soviétique, par une longue période de lutte légale, la guerre n'étant que la phase ultime du combat pour s'emparer des villes puis des campagnes. Dans la Chine féodale, aucun problème ne peut être réglé sans recours à la force armée. En Chine, le pouvoir est au bout du fusil ».[6]

Cette stratégie victorieuse était radicalement novatrice. A l'épreuve des faits, Mao a effectué une série de substitutions dont la portée pratique est gigantesque. Il a substitué la paysannerie au prolétariat urbain comme base sociale du mouvement révolutionnaire. Il a substitué la lutte de libération nationale à la révolution prolétarienne comme objectif prioritaire du Parti. Il a substitué la stratégie de la guérilla rurale à celle de l'insurrection urbaine. Enfin, il a substitué les campagnes aux villes comme théâtre de l'affrontement final entre la révolution et la réaction. En faisant de la paysannerie la force motrice de la révolution, Mao Zedong a rompu les amarres avec quelque modèle que ce soit. Le triomphe final de 1949, il l'assoit sur le mouvement souterrain de ces masses rurales dont la misère réclamait une transformation radicale des rapports sociaux. Ce faisant, il renoue avec la tradition des jacqueries paysannes qui scandent l'histoire chinoise. Si le saut qualitatif opéré dans la stratégie révolutionnaire l'éloigne du marxisme orthodoxe, il la rapproche des caractéristiques nationales héritées d'un lointain passé. La nouveauté radicale du maoïsme le relie à ce qu'il y a de plus profond dans l'identité politique du peuple chinois. Classe révolutionnaire par excellence, la paysannerie a une expérience immémoriale de la lutte des classes. Elle n'a rien à envier, sur le plan de la stratégie insurrectionnelle, au prolétariat industriel des pays avancés.

Lorsqu'il écrit l'histoire de la Chine à l'attention des militants du parti, en 1936, Mao rappelle que « les paysans chinois, soumis à l'exploitation économique et à l'oppression politique, ont vécu pendant des siècles en esclaves, dans la misère et la souffrance » mais que « le peuple chinois a toujours recouru à la révolution », et que « dans la plupart des cas, les changements de dynastie étaient dus à des insurrections paysannes ». Il élève la paysannerie pauvre au rang d'acteur collectif de la transformation révolutionnaire du pays : elle sera le bras armé de la régénération nationale, l'agent efficace de la révolution sociale espérée par les masses. Inutile de dire que cette stratégie ne faisait pas l'unanimité dans le mouvement communiste. Opposant exilé, Trotski ne reconnaît aucune vertu à ces soviets ruraux qu'il compare aux rêveries des populistes russes. En septembre 1932, il annonce l'échec de la révolution paysanne de Mao : « Lorsque le parti communiste, fermement appuyé sur le prolétariat des villes, essaie de commander l'armée paysanne par une direction ouvrière, c'est une chose. C'est tout autre chose lorsque quelques milliers ou même quelques dizaines de milliers de révolutionnaires qui dirigent la guerre paysanne sont ou se déclarent communistes, sans avoir aucun appui sérieux dans le prolétariat. Or, telle est avant tout la situation en Chine ». Condamnant cette stratégie paysanne, il estime que « le parti s'est séparé de sa propre classe, et que la guerre paysanne par elle-même, sans une direction immédiate de l'avant-garde prolétarienne, ne peut que donner le pouvoir à une nouvelle clique de la bourgeoisie ».[8] Déjouant ce pronostic, la révolution paysanne finira pourtant par triompher. Mais ce n'est pas tout. En la conduisant à la victoire, le maoïsme va résoudre une crise nationale qu'un internationalisme abstrait s'interdisait de comprendre.

Dès l'origine, le parti communiste chinois épouse les protestations populaires contre les puissances coloniales et leur politique prédatrice. Dans le sillage du Mouvement du 4 mai 1919, il entend sauver la Chine du chaos et venger son humiliation. Ce qui motive les jeunes intellectuels qui fondent le parti, c'est l'impératif d'une modernisation sans laquelle la Chine est vouée à demeurer dans la dépendance des nations développées. Contre ce destin fatidique d'une infériorité chinoise qui contraste avec sa grandeur passée, les communistes cherchent un remède, et ils le trouvent dans la révolution. C'est pourquoi le nationalisme anti-impérialiste est une composante essentielle du communisme chinois. En dépit de son issue fatale, la fusion avec le Guomindang lors du premier Front uni a contribué à la popularité du PCC en le présentant comme une composante du mouvement national. Ce mariage de raison l'a identifié à un sursaut patriotique dont la bourgeoisie, en refusant de l'assumer, lui a transmis le fardeau. Déterminés à réaliser l'unité et l'indépendance de la Chine, les communistes sont les premiers à prôner l'alliance de toutes les forces nationales contre l'envahisseur japonais en 1937. En regard des consignes de l'Internationale communiste (en faveur de l'insurrection urbaine) et de l'influence exercée dans le parti par les « 28 bolcheviks » (les dirigeants du PCC formés à Moscou), Mao a conduit une véritable révolution dans la révolution. Et comme il est à la fois homme d'action et théoricien, il va explorer lui-même la dimension théorique de ce tournant stratégique.

Rôle-clé de la mobilisation paysanne contre sa dépréciation au nom d'un fétichisme ouvriériste, stratégie de la guerre populaire prolongée là où l'insurrection urbaine ponctuelle est impraticable, priorité absolue à la libération nationale et Front uni avec le Guomindang pour chasser les Japonais : autant d'orientations pratiques, en effet, qui posent un sérieux problème théorique aux marxistes chinois, tant elles bousculent les vérités établies et les certitudes doctrinales. Tout problème théorique appelant une solution théorique, Mao articule sa réponse dans deux textes célèbres, qui sont d'une importance cruciale pour la compréhension du marxisme sinisé.

A suivre

Notes

3…Xi Jinping, Rapport au XXe Congrès du PCC, octobre 2022.

4…Mao Zedong, Rapport sur l'enquête menée dans le Hunan à propos du mouvement paysan, mars 1927.

Revenir à Lumumba, Mulele, Kabila pour mettre fin au genocost en RDC



Patrice Lumumba

Par Diagne Fodé Roland

La tragédie du pays dont Franz Fanon disait que « l'Afrique a la forme d'un revolver dont la gâchette se situe au Congo » est un long fleuve macabre sanguinolent qui perdure depuis l'assassinat du père de son indépendance.

Comme l'écrit Tony Busselen du Parti du Travail de Belgique (PTB) : *« Depuis que les joueurs de l'équipe nationale de football de la RDC, lors de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) en février 2024, ont tous placé une main devant la bouche en pointant l'autre main sur la tempe, mimant un revolver, ce geste est devenu le symbole repris par des millions de jeunes Congolais pour dénoncer ce qu'ils appellent le Genocost. Le mot est une combinaison des mots « génocide» et « coût», soulignant l'idée que les atrocités commises contre la population congolaise sont motivées par des intérêts économiques, notamment l'exploitation des ressources naturelles du pays par des puissances étrangères et des multinationales.*

Le peuple congolais est victime d'agressions depuis maintenant 26 ans. Une période de cinq ans d'occupation (1998-2003) par les armées rwandaises et ougandaises des deux tiers de ce pays immense a été suivie de plusieurs rébellions à l'est du pays. Les Congolais vivent, de ce fait, dans une situation de déstabilisation et de guerre permanente. Le nombre de victimes est estimé à un minimum de 6 millions de morts et le nombre de déplacés internes a varié de 1,7 million en 2005 à 6,4 millions en 2023. Cette déstabilisation est une des causes de l'affaiblissement, voire de la disparition des infrastructures essentielles du pays. Le nombre de Congolais qui se trouvent en insécurité alimentaire augmente de plus en plus rapidement : de 7,5 millions en 2016 à 26,4 millions en 20231.

Cela fait de la guerre au Congo un des conflits les plus longs et meurtriers depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Et pourtant, c'est plutôt une guerre oubliée qui n'attire que rarement l'attention de nos médias, sauf lors des vagues de violences extrêmes. Le monde entier connaît, à travers les rapports des experts de l'ONU, la responsabilité du Rwanda et de l'Ouganda dans cette guerre. Les rébellions pro-rwandaises qui se sont succédé depuis août 1998 jusqu'à aujourd'hui (RCD, CNDP, M23) n'ont été possibles que grâce à l'appui direct des armées rwandaises et ougandaises sur le sol congolais. Mais, contrairement à l'Ukraine, le Congo ne reçoit pas d'aide militaire massive et le Rwanda ne subit que rarement des sanctions mineures ».

En effet, Patrice Lumumba, Pierre Mulélé et Laurent D. Kabila ont été assassinés parce que leur vision était que « L'indépendance politique étant conquise, nous voulons maintenant l'indépendance économique » (Lumumba). C'est-à-dire que les immenses richesses du sous sol et du sol de la RDC devait revenir non aux Monopoles impérialistes de l'eurafrique et de l'usafrique mais au peuple congolais.

Les impérialistes ont imposé comme président le Maréchal Mobutu, le plus grand tueur de congolais après la colonisation belge, assassin avec le séparatiste Tshombé de Lumumba puis de Mulélé, agent patenté de la CIA, conciliateur avec l'apartheid sud-africain et déstabilisateur des luttes d'indépendance de l'Angola, de la Namibie, du Mozambique et du Zimbabwe. Ils lui ont confié le rôle de prédateur subalterne des immenses richesses de ce « scandale géologique minier » qu'est la RDC durant plus de 30 ans.

Auparavant contre Lumumba, les impérialistes ont orchestré des tentatives de sécession avant de reprendre la même option séparatiste contre Kabila père qui perdure après son assassinat jusque de nos jours. C'est ce que confirme Tony Busselen du PTB en citant « Ed Marek, analyste américain du pays le plus important de cette période, publie un site web sous le nom d'abord de ''Zaïre Watch'' puis de ''New Congo Net''. Il explique début février 1998 la déception des Américains : ''Le gouvernement de Kabila adopte une attitude indépendante à l'égard de l'Occident… Nous sommes extrêmement déçus. Ce n'est certainement pas ce que nous envisagions lorsque nous avons tenté d'éliminer Mobutu du paysage politique zaïrois'' ».

Ces spoliateurs impérialistes ont trouvé des laquais africains, Kagamé du Rwanda et Museveni de l'Ouganda, pour fomenter depuis deux décennies une occupation pillage par milices ethnicistes interposés l'est de ce pays de plus de 2 millions de km² et près de 100 millions d'habitants.

Après avoir cité Robert Stewart, ancien président de la multinationale American Mineral Fields qui déclare lors d'une conférence de presse à Bruxelles avoir « des plans pour chasser Kabila », Tony Busselen raconte que « Le 26 juillet 1998, Laurent Kabila, averti par les services de renseignements cubains, échappe à son retour de Cuba à un coup d'État qui se transforme rapidement en une guerre d'agression inspirée par les États-Unis et exécutée par le Rwanda et l'Ouganda, devenus des proches alliés des Occidentaux. Cette guerre va durer cinq ans jusqu'en 2003 et diviser le Congo en trois espaces indépendants : un espace à l'est contrôlé par l'armée rwandaise, un espace ou nord du pays contrôlé par l'armée ougandaise et un espace à l'ouest contrôlé par le gouvernement de Kinshasa. Cette situation prendra fin à cause de la résistance du peuple congolais… ».

En effet, la défaite de l'agression rwando-ougandaise de 1998 échoue aussi en raison de la solidarité militaire panafricaine du Zimbabwe de Robert Mugabe et de l'Angola du MPLA tout comme l'AFDL de Laurent Kabila avait eu le soutien des 9 pays frontaliers pour chasser le pantin dictateur Mobutu.

Les milices ethnicistes du M23 et autres mercenaires du Rwanda et de l'Ouganda qui dévastent le Kivu poursuivent en fait l'objectif sioniste de « l'espace vital » du régime « Tutsi Power » qui a succédé au régime du « Hutu Power » auteur du génocide de 1994. Tout comme les sionistes israéliens qui instrumentalisent la shoa pour commettre son génocide en Palestine, Kigali prétexte le génocide rwandais commis par le Hutu Power pour agresser et participer au pillage de la RDC par les Multinationales impérialistes.

Mais la résistance du grand peuple congolais et l'éveil des peuples sur ce crime contre l'humanité contraint de plus en plus l'Occident impérialiste et ses valets rwandais à rechercher une vraie-fausse paix américaine. C'est ce que décrit ainsi Tony Busselen : « Le site d'informations américain Politico a expliqué cette politique d'imposer la paix sous la direction directe des États-Unis comme suit : « La rencontre avec Mme Haynes intervient à un moment où Washington tente de contrer la Chine en Afrique. Le contrôle du marché donne à la Chine une grande avance sur les États-Unis dans la course aux composants essentiels à la fabrication de batteries pour les véhicules électriques ». Une paix entre Kinshasa et Kigali sous la direction des États-Unis pourrait donc donner le contrôle sur ces deux gouvernements à Washington, instrument important dans la rivalité économique avec la Chine dans cette région stratégique... Dans ses mémoires, Colette Braeckman écrit que le ministre belge des Affaires étrangères, Karel De Gucht, éructait en 2008 : « ils ont offert aux Chinetoques le Congo de Léopold II ».

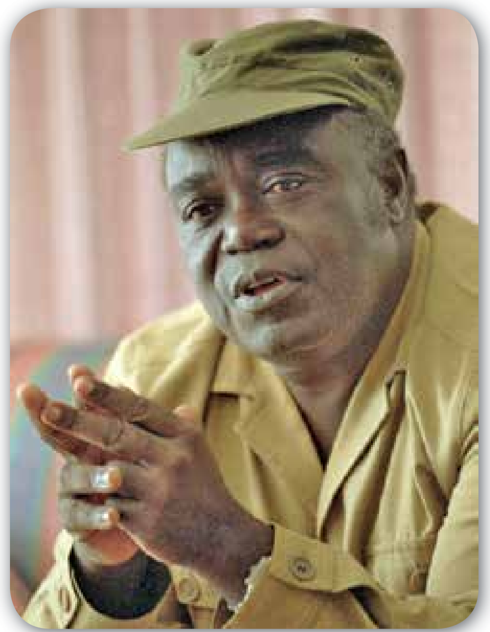


Pierre Mulélé

Tony Busselen poursuit sa description : « Mme Haines est un membre important du gouvernement Biden. En tant que directrice du renseignement national, elle est à la tête des 17 agences de renseignement des États-Unis. À ses côtés se trouvait la sous-secrétaire d'État pour l'Afrique, Molly Phee, la plus haute responsable au département d'État (ministère des Affaires étrangères) pour l'Afrique. Pendant trois heures, ces deux hautes fonctionnaires et l'ambassadeur des États-Unis au Congo se sont entretenues avec le président Tshisekedi à huis clos dans un salon présidentiel de l'aéroport. Après cette rencontre, la délégation est repartie à Kigali, d'où elle venait, pour une deuxième rencontre avec le président rwandais Kagame. La Maison Blanche note que ce déplacement avait comme objectif « d'obtenir des engagements de la part des deux dirigeants pour désamorcer les tensions dans l'est de la RDC». Depuis lors, Washington a décrété à deux reprises, par des communiqués de presse en direct de la Maison Blanche, des cessez-le-feu contrôlés par les services de renseignement américains ».

Parce que toutes les manœuvres néocoloniales ont échoué à balkaniser le Congo, la nouvelle pax americana entre le Rwanda et la RDC est le nouveau leurre des impérialismes US/UE pour faire main basse sur les richesses du sous-sol et du sol congolais.

Effroyables sont les crimes impérialistes infligés aux Congolais dont le pays fut donné au Roi des Belges avant de devenir une colonie de la Belgique ouverte à tous les colonisateurs à partir de la conférence de Berlin de 1884/85. Mais le moment arrive où comme l'écrivait Patrice Lumumba dans sa dernière lettre à son épouse : « L'histoire dira un jour son mot, mais ce ne sera pas l'histoire qu'on enseignera à Bruxelles, Washington, Paris ou aux Nations Unies, mais celle qu'on enseignera dans les pays affranchis du colonialisme et de ses fantoches ».



Laurent D. Kabila

Le peuple congolais doit retrouver le chemin tracé par Lumumba, Mulélé et Laurent Kabila. Les pays africains qui ont entamé leur marche vers la souveraineté nationale doivent redoubler de vigilance face à la duplicité des impérialistes qui allient toujours « carotte et bâton » pour maintenir leur hégémonie contestée sur le monde.

15 janvier 2025

PAR CES MOTIFS

le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur la conclusion conforme du Ministère Public, maintient le défaut octroyé à l'audience civile de Divorce du Lundi dix- neuf (19) Octobre deux mille vingt (2020) contre le défendeur Jeiry Choute Désir et pour le profit adjure les conclusions de la partie demanderesse en en conséquence admet le Divorce de la Dame Jeiry Choute Désir, née Berlande BIEN -AIMÉ d' avec son époux Jeiry Choute Désir pour incompatibilité de caractère , prononce la dissolution des liens Matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux, renvoie les parties par-devant l' Officier de l' État civil de Hinche pour la transcription du présent Jugement dans les registres destinés à cet effet, Dont un extrait sera inséré dans l' un des quotidiens s éditant de la Capitale si le cas y échet ... Commet l' huissier Arôme Gauthier du Tribunal de Première Instance de Hinche, pour la signification du présent Jugement tant au défendeur qu' à l'officier de l'état civil de Hinche aux fins de droit. Ainsi Jugé de nous, Me Vernet Simon , Avocat Doyen du Tribunal de Première Instance de Hinche en audience Civile de Divorce du Lundi vingt- six Octobre deux mille Vingt , en présence de Me Odania Blanc Substitut du Commissaire du Gouvernement et avec l' assistance de Me Wilfrid Ely Greffier du siège. Il est ordonné à tous Huissiers sur ce requis de mettre le présent Jugement à exécution aux Officiers du Ministère Public près les Tribunaux civils d'y tenir la main à tous Commandants et autres Officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis . En foi de quoi, la minute du jugement est signée du juge et du Greffier susdit. Fait à Hinche le 17 janvier 2025. NB.- Première publication. Me Wilkinson Siméon, Avocat.



AVIS JUDICIAIRE

Par ces motifs, le Tribunal après en avoir délibéré conformément et au vœu de la loi, jugeant en ses attributions Civiles et à charge d'appel, se déclare légalement compétent, en raison de sa compétence exclusive en pareille matière ; maintient le défaut octroyé à l'audience du Mardi Vingt-Neuf Octobre deux Mille Vingt- Vingt Quatre (29 Oct 2024) contre les nommés : Fritznel Padieu, Alain Guillaume, Félix Pierre et Boby Jean, Reconnaît la possession du demandeur Thebeau Joseph a été troublée; En conséquence, ordonne l' expulsion des cités ainsi leurs acolytes qui occupent illégalement la possession du demandeur Thebeau Joseph représentant de Men Nan Men / KOPOPPS à MORIQUE, localité de la quatrième Section Communale Aguahedionde Rive Gauche : Ordonne en outre la contrainte par corps sur le chef d'expulsion des lieux, en cas de résistance et ordonne la réintégration du demandeur dans sa possession. Condamne les Contrevenants : Fritznel Padieu, Alain Guillaume, Félix Pierre et Body Jean solidairement à Vingt -quatre mille, quatre cent quatre-vingts quinze-gourdes et vingt centimes de dommages intérêts, ce, en application des articles 1168 et 1169 du code civil haïtien, commet l'huissier Arôme Gauthier du Tribunal de Première Instance de Hinche pour la signification du présent Jugement. Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Rubins GEDULIEN, Juge de Paix Titulaire de Hinche en audience Ordinaire Publique et en ses attributions possessoires du Vingt-neuf Octobre (29) Octobre deux mille vingt-quatre (2024) avec l' assistance de Me. Cleanie Geffrard, Greffière du Siège. Il est ordonné à tous Huissiers sur ce requis de mettre le présent Jugement à exécution, aux Officiers du Ministère Public près les Tribunaux civils d' y tenir la main à tous Commandants et autres Officiers de la force publique d' y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, la présente Minute est signée du juge et de la Greffière. Signé : Cleanie Geffrard : Greffière et Me Rubins GEDULIEN Juge. Hinche le mercredi 8 janvier 2025. Me Walner Michel Avocat.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame JACQUES MAURICE née BERNADETTE ELMATE JEAN-LEON, d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux.

Ordonne à l'officier de l'état Civil de Pétion-Ville de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Emmanuel JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du Jeudi vingt-sept Juillet deux mille vingt-trois, en présence de Me. Albert DARELUS Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné... etc..

En foi de quoi..etc…

Venezuela : Le Festival Mondial Antifasciste s'achève au son de l'Internationale





Le Festival Mondial de la Ligue Antifasciste Internationale a réuni plus de 2 mille délégués à Caracas



Une délégation cubaine a participé au Grand Festival Mondial Antifasciste qui s'est déroulé du 9 au 11 janvier à Caracas dans le but de discuter d'actions communes pour contrecarrer l'imposition de politiques néolibérales contraires à la souveraineté du peuple

Par Geraldina Colotti

À Caracas, le Festival Mondial Antifasciste s'est achevé sur les notes de l'Internationale.

Le président Maduro a terminé son discours dans lequel il a réaffirmé la nécessité de « nous armer » face à l'avancée de ceux qui veulent faire reculer l'horloge de l'histoire.

La salle vibre à l'unisson sur les vers de l'hymne ouvrier qui unit encore les sentiments et les intentions du monde entier : le monde de ceux qui produisent la richesse mais n'en profitent pas, le monde des opprimés qui ont décidé de se libérer de leurs oppresseurs.

C'est simplement comme cela, comme l'a expliqué Marx: il suffit de recommencer à la chanter pour nous reconnaître et être reconnus comme une classe chargée d'enterrer le vieux monde. Et ainsi, sans artifice, et malgré la sophistication des « tièdes », il arrive que l'histoire mette 25 ans à apparaître à nouveau ici, dans les rues du Venezuela, et qu'elle se soit fait une place malgré l'indifférence de ceux qui vieillissent en laissant passer tous les trains.

Il arrive que ceux qui interprètent l'histoire (« L'Histoire m'acquittera », a dit Fidel Castro, l'Histoire, « m'absorbera », a dit en écho ou Hugo Chávez) soit un groupe de dirigeants « plébéiens », dirigés par un gentil géant, un ancien travailleur du métro, comme Nicolas Maduro. Un homme qui, en interprétant le mandat du peuple, a su émerger et être à la hauteur des très nombreux défis qu'imposait l'impérialisme et en sortir victorieux, fidèle au slogan de Robinson, « nous inventons ou nous échouons. »

C'est pourquoi, pour son troisième mandat, obtenu avec la majorité des voix, le 28 juillet dernier, il est allé prêter serment devant le parlement, comme le stipule la Constitution Bolivarienne, mais accompagné du peuple, de tous les secteurs qui, depuis 25 ans, sont au commandement de la Révolution Bolivarienne et depuis des années ont visé à affaiblir l'État bourgeois de l'intérieur dans une dialectique permanente entre conflit et consensus.

Celle qui écrit, avec d'autres journalistes internationaux, était présente lors de cette étape historique de la Révolution Bolivarienne, parmi le groupe d'ouvriers, de pêcheurs et de paysans qui, avec une écharpe présidentielle cousue dans une toile aux couleurs nationales, criaient en chœur, *« je jure avec Maduro »* et *« ils ne reviendront pas. »* : l'oligarchie à la solde l'impérialisme ne reviendra pas, ses laquais ne reviendront pas.

Le soutien large et concret à la lutte de libération de la Palestine démontre une fois de plus que le fétichisme de la démocratie bourgeoise, avec ses règles impuissantes et sa complicité avec le génocide perpétré par le régime sioniste, n'a pas sa place ici.

Les actions agressives des États-Unis, de l'Union européenne et de leurs alliés, n'ont pas empêché 2 000 représentants des mouvements sociaux, des partis politiques, des organisations culturelles et populaires, intellectuelles, des peuples indigènes, des jeunes, des étudiants, des travailleurs, des femmes, des parlementaires, des communicants et des personnalités de plus de 125 pays d'être présents au Festival Mondial Antifasciste.

Tous ont exprimé leur *« ferme reconnaissance et leur ferme soutien au président constitutionnel de la République Bolivarienne du Venezuela, Nicolas Maduro Moros, à l'occasion de sa prestation de serment en tant que dirigeant légitime pour la période 2025–2031. »*

Tous ont reconnu que le Gouvernement bolivarien, sous la direction du président Maduro, a toujours eu « *une position ferme en défense des principes d'autodétermination, d'unité, de souveraineté, de justice et de félicité sociale* », et que le Venezuela a été « *un phare dans la lutte mondiale contre le fascisme, l'impérialisme, le colonialisme, le sionisme et toutes les formes d'exploitation et de domination humaines en jouant un rôle central dans la coordination d'initiatives destinées à construire un nouveau monde basé sur la justice, l'unité, la paix, la solidarité et le respect mutuel entre les pays.* »

Comme le dit la résolution finale, les délégués internationaux se sont engagés à signer un plan d'action anti-fasciste international pour 2025 en renforçant un ordre du jour commun pour aborder les défis de la situation mondiale. Dans ce cadre, on a décidé d'actions concrètes, réparties en 12 points pour « transformer l'année 2025 en une étape vers un monde de paix, d'équité et d'émancipation. »

Parmi ces actions, l'engagement de multiplier les initiatives au niveau communautaire pour élargir le mouvement anti-fasciste dans la base populaire, le lancement de l'Internationale Féministe Antifasciste le 8 mars, l'organisation du Congrès Mondial Anti-fasciste des Peuples Indigènes et la commémoration à grand échelle du 80e anniversaire de la défaite du nazisme par l'Armée Rouge, une occasion de célébrer l'importance de la révolution bolchevique de 1917. De plus, on a décidé d'organiser une rencontre mondiale de juristes contre le fascisme, car les juristes sont capables d'établir des stratégies normatives efficaces contre l'impuissance des règles bourgeoises et leur utilisation contre le peuple.

Les conclusions du troisième Congrès International de la Communication qui a eu lieu au siège de l'Université Internationale des Communications (LAUICOM) dirigée par la rectrice Tania Diaz sont allées dans le même sens.

Plus de 400 délégué internationaux de 100 pays ont discuté, autour de huit tables de travail, de sujets en relation avec le développement du capitalisme dans l'ère de l'intelligence artificielle et du techno-féodalisme digital et ont comparé des propositions visant à construire une souveraineté culturelle et technologique face à l'hégémonie des médias et au fascisme sur internet.

En combinant les expériences territoriales les plus avancées au niveau mondial, LAUICOM a établi :

–Un ordre du jour de lutte commune et un calendrier pour les prochaines rencontres

–L'organisation d'un réseau de réseaux capable de coordonner des campagnes communes au niveau international

–Le renforcement d'un fonds éditorial universitaire qui a déjà produit certains volumes comme « Les visages du fascisme au troisième millénaire », et maintenant, «Communication libératrice. »

Le travail de l'Alba–TCP, destinée à renforcer l'organisation des peuples d'Amérique latine et leur relation avec les autres continents, s'est également développé dans le cadre du Festival Mondial Antifasciste. Pour un nouvel espoir, au son de l'Internationale.

Résumé latino-américain 16 Janvier 2025
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 17 Janvier 2025

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre Béatrice ALEXIS à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce de Jean Louis NICOLAS d'avec Beatrice ALEXIS pour incompatibilité de caractères; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil du quartier Desarmes à transcrire sur les registres du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages envers les tiers s'il y échet. Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Ricard ARISTILDE, av Juge en audience civile ordinaire et publique en date du onze Janvier deux mille vingt-quatre en présence de Me Rémy CAJUSTE Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Pascal TOUSSAINT.

Il est ordonné....etc...

En foi de quoi.... etc...

Anthony ESTIME

Officier de l'état Civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre son époux Rodney Alfred à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action ; Admet le divorce de Smiralda Eliasin avec Rodney Alfred pour injures graves et publiques; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la commune d'Aquin de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Osmond CASTOR Juge en audience civile, ordinaire et publique du seize Mars deux mille vingt quatre, en présence de Me Vanna MANE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Greffier, Jean Claude NOVEMBRE

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi... etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre son époux Karen AIMÉ à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action ; Admet en conséquence le divorce de David PHILIPPE, d'avec Karen AIMÉ, pour incompatibilité de caractères. Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Bonbardopolis de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des journaux s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Louis Marie PERICLES, Av Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du neuf Mars deux mille vingt-deux, en présence de Me Kerly DUBREUS, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier, Gaetan NELSON

Il est ordonné...etc ..

En foi de quoi..etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre son époux Rosenite DUPERVIL à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action ; Admet en conséquence le divorce de Jean-Robert DORCELIAN d'avec Rosenite DUPERVIL, pour incompatibilité de caractères. Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Port-de-Paix de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Selnik Athsim GARÇON av Juge en audience civile ordinaire et publique, en date du trente Juillet deux mille vingt quatre, en présence de Me Gilbert Saintel, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Jean Yves VICTORIEN

Il est ordonné...etc..

En foi de quoi...etc...

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce de la dame MERAULDA SANON, d'avec son époux JUNIOR CALIXTE pour injures graves et publiques aux torts de l'époux; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Compense les dépens Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce Tribunal pour la signification de jugement

Donné de nous, NELSON CILIUS Juge en audience civile et publique en date du vingt cinq Juillet deux vingt quatre, en présence de Me, Dominique NOEL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier, MOZART TASSY Il est ordonné..etc..

En foi de quoi...etc..

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée ; pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Johnny SENAT d'avec son épouse née Luivine LINDOR pour injures graves et publiques aux torts réciproques des époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Pétion-Ville, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement Compense les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par nous, Nelson CILIUS,Juge en audience civile ordinaire et publique du Jeudi douze Décembre deux mille vingt-quatre ,en présence de Me Dominique NOEL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné etc..

En foi de quoi... etc..

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce du sieur Jean Baptiste Meddard, d'avec son épouse née Adeline Edmond pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce Jugement ; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Nelson CILIUS Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi cinq Décembre deux mille vingt quatre, en présence de Me. Dominique NOEL, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY Greffier du siège Il est ordonné...etc...

En foi de quoi...etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée. Pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de la dame Jackson BAPTISTE, née Jeronne FERVIL d'avec son époux le sieur Jackson BAPTISTE pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Sud Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce présent jugement; Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi cinq Décembre deux mille vingt quatre, en présence de Me. Dominique NOEL Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi...etc..

Appel international
Pour une rencontre internationale d'urgence contre la guerre impérialiste globale (mars 2025)

Des centaines de milliers de cadavres couvrent les champs de bataille d'Ukraine et de Russie, de Gaza et du Liban, du Soudan et de la République démocratique du Congo. Des millions de femmes et d'hommes seront, pour le reste de leurs jours, mutilés. Toute la civilisation héritée des générations précédentes est livrée à l'anéantissement par la barbarie la plus sauvage.

Quels que soient les responsables immédiats du déchaînement de telle ou telle guerre, une chose est certaine : la guerre qui provoque ce chaos est le produit de l'impérialisme. Elle est issue de la volonté de la classe capitaliste de vivre de l'exploitation du travail humain et des richesses naturelles de la planète.

Les principaux groupes capitalistes qui dominent la planète le revendiquent ouvertement, à l'instar du P-DG de la plus puissante banque d'affaires des États-Unis, JP-Morgan, qui déclare : *« La troisième guerre mondiale a déjà commencé. Les conflits particuliers sont déjà coordonnés d'un pays à l'autre »* (*Fortune*, 29 octobre).

Oui, il s'agit d'une guerre menée par les grandes puissances capitalistes. Une seule et même guerre impérialiste, des champs de bataille d'Ukraine et de Russie au génocide à Gaza et à l'invasion criminelle du Liban, de la guerre sans fin au Soudan et en RDC aux préparatifs de guerre américaine contre la Chine.

Une guerre qui sert de prétexte à une augmentation, jamais égalée dans l'histoire, des dépenses militaires, pour les seuls intérêts de l'industrie d'armement, pour laquelle tous les gouvernements capitalistes pillent les budgets des services publics.

Une « guerre à l'extérieur » qui accélère la « guerre à l'intérieur » des gouvernements capitalistes contre les travailleurs et les conquêtes ouvrières et démocratiques arrachées par les générations précédentes.

Une force sociale est capable d'arrêter la marche à la guerre totale : la classe ouvrière internationale. Celle qui produit toutes les richesses et qui peut entraîner avec elle toutes les couches opprimées de la société pour mettre un terme définitif à la guerre et à sa racine : l'exploitation capitaliste.

C'est pourquoi nous affirmons : quiconque veut sincèrement lutter pour la paix et la fraternité entre les peuples doit combattre pour l'indépendance du mouvement ouvrier vis-à-vis de tous les gouvernements fauteurs de guerre, Biden et Trump, Netanyahou, Poutine, Zelensky, Macron, Scholz, Starmer, Sanchez ou Albanese, et de tous les gouvernements qui se subordonnent à eux.

Quiconque veut sincèrement lutter pour la paix et la fraternité entre les peuples doit refuser les manœuvres de ceux qui condamnent la guerre à Gaza, mais soutiennent la guerre de l'OTAN en Ukraine ou les préparatifs de guerre américaine contre la Chine, qui n'ont pas d'autre motivation que la volonté des capitalistes de se réapproprier le marché chinois.

Quiconque veut sincèrement lutter pour la paix et la fraternité entre les peuples doit se prononcer pour le droit du peuple palestinien à décider librement de son sort, à l'encontre de toutes les décisions prises contre lui depuis soixante-seize ans.

Quiconque veut sincèrement lutter pour la paix et la fraternité entre les peuples doit exiger le retrait des troupes russes d'Ukraine, le retrait des troupes ukrainiennes de Russie, le retrait des troupes de l'OTAN d'Europe, le retrait des troupes étrangères (et notamment françaises) d'Afrique, le retrait des troupes israéliennes du Liban, de Gaza et de Cisjordanie.

Quiconque veut sincèrement lutter pour la paix et la fraternité entre les peuples doit, dans chaque pays impérialiste, affirmer que l'ennemi principal des travailleurs, c'est son propre gouvernement, et doit donc aider à la lutte de classe des travailleurs pour chasser « leur » gouvernement fauteur de guerre.

Quiconque veut sincèrement lutter pour la paix et la fraternité entre les peuples doit organiser la mobilisation en masse des travailleurs et de la jeunesse pour : « Pas un sou, pas une arme, pas un soldat pour leur sale guerre ! », et pour que les milliards de la guerre soient confisqués et affectés aux besoins du peuple.

Quiconque veut sincèrement lutter pour la paix et la fraternité entre les peuples doit condamner le vote des crédits de guerre par des députés qui parlent au nom des travailleurs (les députés de DSA au Congrès américain, la plupart des députés de « gauche » au Parlement européen et les députés du Parti « communiste » à la Douma russe).

Par-delà les champs de bataille, les charniers et les frontières, les travailleuses et les travailleurs, les soldats envoyés à l'abattoir, la jeunesse, les paysans, les peuples opprimés doivent **opposer à la guerre impérialiste le drapeau du combat pour l'Internationale ouvrière : *« Prolétaires de tous les pays, unissons-nous ! »***

Au-delà de nos points de vue différents et de nos origines politiques et syndicales respectives, nous, militants, organisations, partis et courants du mouvement ouvrier, décidons d'unir nos forces dans **une rencontre internationale d'urgence contre la guerre impérialiste globale, qui se réunira au mois de mars 2025 à Paris**.

Premiers signataires

Afghanistan

Association socialiste d'Afghanistan ; Gauche radicale d'Afghanistan (LRA).

Algérie

Aïcha F., Amel B. et Abdelkader Bentaleb, pour le Comité d'organisation des socialistes internationalistes (COSI) ; Mouloud H., Nourredine H. et Amar T. pour les Cercles des jeunes pour le socialisme (CJS) ; Mohamed Bouguerra, militant syndicaliste ; Nadine Kahina, militante ouvrière.

Allemagne

Daniel Cuadrado González, syndicaliste IG BAU (bâtiment) ; Thomas Dietzel; Thomas Elstner, syndicaliste Ver.di (services publics) ; Andreas Gangl, délégué syndical Ver.di ; Karin Gerlich, secrétaire syndicale Ver.di à la retraite et militante pacifiste internationale. Gudrun Hintermeier, syndicaliste IG Metall, membre de Die Linke ; Peter Hintermeier, président d'union locale DGB, syndicaliste IG Metall ; Joe Körner, lycéen ; Peter Kreutler, délégué syndical Ver.di ; Norbert Müller, membre du bureau des retraités Ver.di pour la région de Francfort ; Claudius Naumann, délégué syndical Ver.di, militant ISG (Groupe socialiste internationaliste), section allemande du CORQI ; Ernst Neweling, syndicaliste Ver.di ; Sean Nowak, syndicaliste Ver.di ; Ruben Schenzle, syndicaliste Ver.di ; Klaus Schüller, syndicaliste EVG (chemins de fer), membre du Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, militant ISG ; H.-W. Schuster, syndicaliste Ver.di ; Mitglied, militant ISG ; Dietmar Schwalm, syndicaliste Ver. di et DGB, membre de Die Linke dans l'arrondissement du Hochsauerland ; Jürgen Senge, membre du bureau Ver. di pour la région Düssel-Rhin-Wupper, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie ; le groupe ISG.

Australie

Workers International Discussion ; Juan González, organisateur, Workers International Discussion (Melbourne).

Autriche



Matthias B. Lauer, ACUS.

Azanie/Afrique du Sud

Mandlenkosi Phangwa, coordinateur de la section azanienne de la IVe Internationale ; Tatum Phangwa, section azanienne de la IVe Internationale, secrétariat des femmes ; Siyasanga Mancotywa, section azanienne de la IVe Internationale, secrétariat à la jeunesse ; Ashraf Jooma, secrétaire général de la section azanienne de la IVe Internationale ; Collen Mafa, président de ILAWU, Independent Liberated Allied Workers Union ; Miles Nomiya, Organisateur WozaWork Community of the Unemployed Workers (travailleurs sans emploi) ; Nicole Trom présidente Fondation Umntu Ngumntu Ngabantu ; Fatima Mohloase, présidente de Caucus des femmes noires ; Busisiwe Seabe, étudiante et militante féministe. Luboni Mbozomane, membre de la section azanienne de la IVe Internationale ; Ismael Parkies, membre de la section azanienne de la IVe Internationale ; Bongani Vilakazi, Initiative des entreprises communautaires d'Afrique du Sud ; Lebogang Phanyeko, à titre personnel ; Bofelo Mputlane, poète, écrivain, activiste et artiste ; Mpho Booysens, Forum des chômeurs d'Afrique du Sud ; Mpho Mokoena, membre de la section azanienne de la IVe Internationale ; Justice Coshi, membre de la section azanienne de la IVe Internationale ; Benjamin Chisare, Comité de crise du sud de Johannesburg ; Simon Mgwebelunde, militant malawite migrant en Afrique du Sud, Mzwandile Lomo, militant ouvrier, délégué syndical NUMSA.

Bangladesh

Parti démocratique révolutionnaire ; Amlan Dewanjee, journaliste ; Badruddoja Chowdhury, secrétaire de la section de la IVe Internationale ; Zainal Abedin, association d'agriculteurs Patia Chittagong ; Morshed Alam, Parti démocratique des travailleurs ; Abbasuddin, secrétaire générale de la Democratic Garments Federation (Fédération démocratique des travailleurs de l'habillement) ; Salma Akhtar Shilpi, secrétaire générale de la Bangladesh Jatio Shramik Federation (BJSF) ; Harun's Rosid, Travailleurs des chemins de fer du Bangladesh ; Sheikh Rabiul Islam, secrétaire à l'organisation de la section du CORQI ; Abdur Rashid, BJSF ; Sabuj Das, Fédération de la jeunesse ; Shamim Ara ; Mozibor Rahman ; Alak Kumar Da, Hindu Budhist Christian Unity, Parishad ; Abul Kashem Dulal, Fédération nationale des travailleurs du Bangladesh, Comilla.

Belgique

Anne Vanesse, Pierre Van Dooren, pour le cercle « Les Amies et les Amis de Rosa Luxemburg » ; Organisation socialiste internationaliste.

Bénin

Comité de liaison des trotskystes béninois.

Botswana

Lilo Tamocha, militant jeune.

Burundi

Hatungimana Richard, président du Parti des travailleurs et de la démocratie (PTD-Twungurunani) ; Ndayatuke Désiré, président du Cercle de réflexion sur la culture café au Burundi (CERCABU) ; Sinzinkayo Jérôme, secrétaire général du PTD et membre de rédaction de *La Tribune libre des travailleurs et de la démocratie* ; Haziyo Frère, enseignant à l'université du Burundi et membre du comité directeur du PTD ; Nisubire Nestor, syndicaliste dans le secteur de l'enseignement (CONAPES) ; Nininahazwe Alice, professionnelle comptable et militante du PTD ; Kayuku Liliane, agent de banque ; Nzoyihera Thierry, serveur d'hôtel ; Ntihwanya Clément Robert, informaticien dans une entreprise privée.

Canada

Pamela Mubeza, membre du Comité contre la guerre et l'exploitation et militante des droits des femmes ; Steven Joe Ntacyibuze, membre du Comité contre la guerre et l'exploitation ; Félix Bwitonzi, membre du Comité contre la guerre et l'exploitation ; Roya Roya, membre du Comité contre la guerre et l'exploitation ; Paul Nkunzimana, professeur d'université à la retraite ; Xjeneb, membre du Comité contre la guerre et l'exploitation ; Maher Kamal, membre du Comité contre la guerre et l'exploitation ; B. Ross Ashley, membre du Comité de liaison des trotskystes du Canada.

Chine

Labor Action in China ; Apo Leong.

Corée du Sud

Sang Su Ha, responsable du Centre des travailleurs sans papiers, CTSP ; Sung He Jung, membre de la commission exécutive du CTSP, Young Be Sine, membre de la commission exécutive du CTSP ; Jung Sikhwa, membre de la commission exécutive du CTSP ; Mikyung Cha (Seraphina), archiviste, AMA (Asia Memory Archive)

Égypte

Essam Chaaban, journaliste, écrivain, Haby al-Masri, journaliste.

État espagnol

Juan Martin Moreno ; Soelí Lemes de Souza, citoyenne brésilienne ; Rakel Saiz Querendez, militante CNT, Pays basque ; Jacinto Duran Largo, syndiqué ESK ; Andeka de Miguel Zabala, président du comité d'entreprise d'un collège privé ; Miguel García Murillo ; Juan Manuel Lodosa, militant antiimpérialiste, Bizkaia ; Reme Martín Rodríguez, LAB, MPB, CORCI ; Comité de liaison trotskyste de l'État espagnol (CETEE).

États-Unis

(Titres et organisations mentionnés pour identification uniquement) Mark Burrows, ancien coprésident et actuel rédacteur en chef des publications de Railroad Workers United (RWU), Chicago, Illinois ; Nancy Wohlforth, ancienne présidente émérite (à la retraite du syndicat Office and Professional Employees International Union (OPEIU), Venice, Californie ; Ron Dicks, ancien directeur régional (retraité), IFPTE (ingénieurs professionnels et techniques), San Francisco, Californie ; Nnamdi Lumumba, coprésident du Ujima People's Progress Party, Baltimore, Maryland ; Desiree Rojas, présidente, section de Sacramento, Labor Council for Latin American Advancement (LCLAA), Sacramento, Californie ; Traven Leyshon, vice-président de l'AFL-CIO du Vermont, Montpelier ; Mya Shone, comité directeur de Socialist Organizer, Vallejo, Californie ; Linda Thompson, comité des retraités de l'AFSCME, MA Green Rainbow Party, Boston, Massachusetts ; Jerry Levinsky, organisateur, Western Massachusetts AFL-CIO ; Alan Benjamin, membre du comité de rédaction du journal *The Organizer*, New York ; Millie Phillips, comité de continuation, LCIP, Oakland, Californie ; Brandon Walker, Ujima, Baltimore, Maryland ; David Walters, membre retraité, IBEW 1245, Pacifica, Californie ; Dan Kaplan, organisateur, AFT 1493, San Mateo, Californie ; Allan Fisher, ancien président (retraité), AFT 2121, Santa Cruz, Californie ; Mark Vorpahl, délégué syndical en chef, SEIU Local 49, Portland, Oregon ; Connie White, comité de continuation, LCIP, Long Beach, Californie ; Sabrina Peña-Young, comité de continuation, Labor and Community for an Independent Party (LCIP), Chicago, Illinois ; Sandy Eaton, Massachusetts Nurses United (ret.), Quincy, Massachusetts ; Don Bryant, Cleveland Peace Action, Cleveland ; Gary Votour, trésorier, South Carolina Workers Party, Caroline du Sud ; Jim Lafferty, Ancien président, Los Angeles, National Lawyers Guild, Los Angeles, Californie ; Donna Dewitt, ancienne présidente, South Carolina AFL-CIO, Charleston, South Carolina ; Michael Carano, Teamsters Local 348 (retraité), Tallmadge, Ohio.

France

Parti des travailleurs

Grande-Bretagne

(tous à titre personnel) Jane Doolan, membre de l'exécutif national de Unison; Audrey White, Liverpool ; Mike Calvert, secrétaire adjoint de la section Unison d'Islington ; Nick Phillips, Syndicat Unite Community ; Henry Mott, Syndicat Unite Community ; Charlie Charalambous.

Grèce

Andreas Guhl ; Sotiria Lioni.

Haiti

Berthony Dupont, directeur, *Haïti Liberté*

Hongrie

Les partisans de la IVe Internationale en Hongrie ; Somi Judit, militante ouvrière.

Inde

Subhas Naik Jorge, syndicaliste, Goa ; Denzil Cheruvathoor, syndicaliste, Mumbai ; Franklin de Souza, syndicaliste, Mumbai ; Gausuddin Shaikh, syndicaliste, Mumbai ; Nambiath Vasudevan, syndicaliste, Mumbai.

Iran

Kaveh Nematipour.

Italie

Association « L'école pour la paix », Turin ; Arancio Viviana, membre du secrétariat de la FLC-CGIL, Caltanissetta ; Sergio Bonsignore, membre du secrétariat de la FLC-CGIL, Caltanissetta ; Giuseppina Calabrese, membre de l'assemblée générale de la FLC-CGIL ; Rita Campioni, militante pour les droits sociaux et démocratiques, Voghera ; Franco Cilenti, directeur de la revue *Lavoro e Salute* ; Giovanni Cocchi, militant pour les droits sociaux et

suite à la page(16)

Suite de la page (15)

démocratiques, Bologne ; Lillo Corda, membre de l'assemblée générale de la fonction publique-CGIL, Caltanissetta ; Loretta Deluca, secrétaire de la section Leini-Torino, Rifondazione Comunista ; Marina Dell'Utri, secrétaire générale de la FLC-CGIL, Enna ; Lillo Fasciana, membre de l'assemblée nationale de la FLC-CGIL ; Dario Granaglia, membre de l'assemblée provinciale de la FIOM, Turin ; Daniele Grego, membre de l'assemblée générale de la CISL-Ecole, Piemonte ; Monica Grilli, membre de l'assemblée nationale de la FLC-CGIL-Ecole ; Tonia Guerra, membre de la direction nationale de Rifondazione Comunista ; Giovanni Di Martino, membre du secrétariat de la FLC-CGIL, Enna ; Basilia Lotario, présidente de « Proteo Fare Sapere », Enna ; Gabriella Mancuso, présidente de l'assemblée générale de la FLC-CGIL, Enna ; Giuseppe Micciché, secrétaire général de la FLC-CGIL, Enna ; Alberto Musca, président de « Proteo Fare Sapere », Caltanissetta ; Elisabetta Raineri, rédactrice de *Tribuna Libera* ; Adriana Riggi, membre de l'assemblée générale de la FLC-CGIL, Caltanissetta ; Diego Stagno, secrétaire général de la FLC-CGIL, Caltanissetta, Lorenzo Varaldo, coordinateur du mensuel *Tribuna Libera* ; Vanna Ventre, rédactrice de *Tribuna Libera*.

Islande

Marzuk Ingi Lamsiah Svanlaugar, membre du Socialist Party d'Islande (Sosialistaflokkur Islands) ; Karl Hedinn Kristjansson, membre du Socialist Party d'Islande (Sosialistaflokkur Islands).

Maroc

Mohamed Bentouhami, avocat, Al Hoceïma ; Moufid Zekkaghi, avocat, Tanger ; Mohamed el-Mansouri, avocat, Rabat ; Mohamed Dalouh, avocat Al Hoceïma ; Karam Lamqaddam, avocat, Al Hoceïma ; Abdessamad El jaziri, avocat, Al Hoceïma, Azzeddine el-Mommouhi, avocat, Nador ; Mouad Bentouhami, avocat stagiaire, Al Hoceïma ; Ahmed Lemkenfi, journaliste ; Ahmed Rabeh, enseignant, Nador ; Mohamed Jedraoui, ouvrier, Al Hoceïma ; Mohamed Benhaddou, syndicaliste enseignement, Errachidiya ; Thami Laamoum, syndicaliste enseignement, Tétouan ; Mohamed Saddik Abakhkhar, militant de gauche, Meknes ; Btissam Chakir, doctorante chercheuse, Meknes ; Mourad el-Ajbari, enseignant, Toulouse, France ; Mohamed Dahak, syndicaliste enseignement retraité, Oujda. Ad BC, syndicaliste UMT, Casablanca ; Mohamed Attabi, responsable national syndicat des transports (UMT) ; Mohamed el-Ghoulbzouri, secrétaire du bureau local du syndicat national de l'enseignement supérieur UMT ; Khalid Salhi, vice-secrétaire national du syndicat national de l'enseignement supérieur UMT ; Habil Bouras, chômeur, Al Hoceïma ; Mohamed el-Ajbari, syndicaliste commerce Al Hoceïma ; Y. Lamine, éditeur du bulletin « Lettre ouvrière et d'informations » ; Omar A.B., professeur agrégé, Agadir ; Azizi Jbari, employé hygiène, syndicaliste UMT, Tétouan ; Sanaa Ahayek, doctorante en droit, Tétouan.

Mexique

Israel Cervantes, Generando Movimiento (travailleurs de General Motors du Mexique) ; Fernando Serrano Monroy, secrétaire général du Syndicat indépendant des travailleurs académiques et administratifs du Colegio de Bachilleres du Chiapas (SITAACOBACH) ; Juan Carlos Vargas Reyes, commission exécutive nationale de la Nouvelle centrale des travailleurs ; Muriel Ernesto Gómez Alvarado, Conseil central de lutte section 40, Coordination nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE) ; Fernando Márquez Duarte UAW 2865 ; Liliana Plumeda, Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) section 2 ; Raymundo Blas, ouvrier du bâtiment, militant de la LCI, CORQI ; Marco Rojo, Union nationale des travailleurs par application ; Catalina Miranda, SNTE section 37 ; Irma Moran, collectif La Basse-Californie résiste ; Laura Alejandra Rivera Arvizu, professeure ; Luis Carlos Haro Montoya, historien ; Rosemberg Pérez García SNTE section 40 ; Daniel Gómez Meza SNTE section 40, CNTE ; Jorge Manuel Arcia Nájera, retraité, section 7 SNTE ; CNTE ; Russell Aguilar, retraité de la section 7 SNTE, CNTE ; Marian Nuñez Lugo, étudiante UABC ; Hiram Vidal, étudiant et travailleur ; Carlos Uriel Salmerón, étudiant en psychologie ; David Martínez, historien ; Christian Santana González, étudiant UABC ; Manuel Ángeles, journaliste sportif ; Jesús Casillas Arredondo, professeur ; Raúl Ramos Sánchez, étudiant UABC ; Gilberto Montes Vázquez LCI ; Roger Cerda, retraité, section 7 SNTE ; Ana Lilia Escalante, LCI ; Fredy Rodríguez coopérative des motos-taxis bleus ; Colectivo Generando Movimiento, travailleurs de General Motors du Mexique ; Comité de Mexicali pour la solidarité avec la cause du peuple palestinien.

Moldavie

Léonid Tchornykh, pour l'Organisation marxiste « le Coin rouge »

Palestine

Naji El Khatib, One Democratic State Initiative (ODSI), Initiative pour un seul État démocratique.

Pakistan

Anwer Gujjar, président de la All-Pakistan Trade Union Federation (APTUF) ; Nasir Gulzar, secrétaire à l'information de l'APTUF ; Rubina Jamil, secrétaire générale de l'APTUF ; Zarqa Sohail, présidente de Punjab Employees Social Security, Staff Nursing Union, syndicat des employés de la sécurité sociale du Pendjab et des infirmières ; Fahad Munir, militant de l'organisation de jeunesse ; Saniya Bibi, syndicat des femmes conductrices de Rickshaw du Pendjab ; M. Ilyas, secrétaire adjoint de l'APTUF ; Amna Ali, Association des enseignants du Pendjab ; Main Khalid, président du syndicat des cheminots ; Muhammad Tahseen, Comité d'action pour les droits du peuple ; Director Faiz, Fondation pour la paix Indopak forum ; Sajid Kazmi, rédacteur en chef ; Adeeba Akram, enseignante ; Front de libération du travail en servitude (Bonded Labour Liberation Front) ; Syeda Ghulam Fatima Gilani, secrétaire générale de Bonded Labour Liberation Front Pakistan ; Rashed Rahman, rédacteur ; Farzana Bari ; Yasir Gulzar, secrétaire aux relations internationales (APTUF) ; Muhammad Imran, représentant le Qadri Engineering Employees Union/ syndicat de l'ingénierie ; Zulifqar Ali (Kasur), secrétaire général du Syndicat des travailleurs des métiers à tisser, district de Kasur ; Rahmat Ullah, secrétaire de la section jeunesse de All-Pakistan Trade Union Federation ; Bilal Ahmad Sial, président de Shezan International Workers Union, trésorier de Pakistan Workers Federation ; Aliya Jabeen (Gujranwala) présidente de l'Association des infirmières (PESSI) district de Gujranwala ; Shahid Iqbal Daskavi, journaliste ; Ameen Shah Al Hammd, Syndicat des imprimeurs APTUF, Pendjab ; Mian Zahid, premier vice-président de Sanati Mazdoor Welfare Society, Société ouvrière d'aide sociale, Labour Colony ; Muhammad Khalid, membre du Sazgar Engineering Workers Union (Ingénierie) ; Mirza Riffat ul Beg, secrétaire général PEL Workers Union ; Mohsin Ilyas, secrétaire général du Packages Workers Union, syndicat des travailleurs de l'emballage, membre fondateur ; Sanati Mazdoor Etihad (Travailleurs industriels unis - Pakistan) ; Faiqa Shahbaz, secrétaire générale Women Workers Union, Syndicat des femmes travailleuses ; Aima Gulzar, secrétaire générale APTUF, Pendjab ; Sajid Shah, membre de l'exécutif de Railways Workers Union, Syndicat des cheminots ; Mahpara Alam, syndicat des enseignants du Pendjab ; Kamran Sagheer, président de Nisar Art Press Workers Union, syndicat des travailleurs de Nisar Art Press ; Amir Saeed Rawn, avocat à la Cour suprême du Pakistan, ancien secrétaire général du Conseil du barreau de la Haute Cour ; Nasir Mahmood secrétaire à l'information de la All-Pakistan Trade Union Federation, Pendjab ; Shahzad Masshi, président du Mazdoor Union Municipal Committee, Syndicat des travailleurs municipaux (Kot Radha Kishan) ; Muhammad Shabaz Bhatti, Syndicat des travailleurs de Muller et Phipps ; Shafiq Khan, président PC Hotel Employees Union, syndicat des employés de l'hôtellerie ; Ameer Abdullah Nayazi, président J & P Courts Workers and Staff Union, personnel judiciaire.

Philippines

Partido Mnanggagwa (Parti des travailleurs, PM)

Elmer Labog, président, KMU (à titre personnel)

Portugal

Plate-forme pour un parti des travailleurs ; Raquel Varela, professeur, historienne ; Mário Tomé, colonel retraité de l'armée, « capitaine d'avril », ex-député de l'UDP, ex-secrétaire général de l'UDP, membre du Réseau écossocialiste ; Pedro Viegas, professeur ingénieur.

République démocratique du Congo

Kaneke Kanyanduru Rodrigue, coordinateur du Comité pour le Parti démocratique indépendant des travailleurs et des paysans (PDITP) en province du Tanganyika, à Kalemie ; Shabilepa Musimbi Gaius, coordinateur du Comité pour le PDITP en province du Sud-Kivu à Bukavu ; Kibally Yunga Marcel, coordinateur du Comité pour le PDITP en province du Haut-Katanga, à Lubumbashi ; Muhindo M. Sambo Frédéric, coordinateur du Comité pour le PDITP en province du Nord-Kivu à Goma.

Roumanie

Constantin Cretan, président de la Fédération nationale du travail (FNM) ; Luliu Iulian Pauna, président exécutif du Syndicat national du travail d'Olténie ; Gheorge Militaru, président exécutif du Syndicat national du travail de la Vallée du Jiu ; Tiberiu Grigoriu, président exécutif, Ligue des travailleurs de Roumanie ; Marioara Cretan, présidente, Organisation des femmes de la FNM.

Russie

Alexandre Voronkov, Union des militants de gauche de l'espace post-soviétique

Sri Lanka

Saman Mudunkotuwage ; Saman Panapura ; Nandasiri Thenuwara.

Suisse

Militants du CORQI en Suisse (*Tribune Ouvrière-Büezer Tribüne*).

Syrie

Haji Mustapha Bassam, président du bureau politique de Union of Syrian Coordinations Around the World (USCAW) ; Faraj Barakhdar, poète (en exil).

Togo

Messan Lawson, secrétaire national du Parti démocratique des travailleurs/L'Émancipation.

Tunisie

Alaa Talbi, chercheur en histoire ; Lotfi Guesmi, militant ouvrier.

Turquie

Munzur Pekgüleç, ancien président de Deri-Is (syndicat des travailleurs du cuir affilié à la confédération Türk-Is) ; Metin Ebetürk, ancien président de Sosyal-Is (syndicat des employés de bureau affilié à la confédération DISK) ; Mehmet Özgen, réfugié politique turc au New Jersey, États-Unis, qui est resté en prison pendant quinze ans après le coup d'État militaire de 1980 ; Hülya Havadır, IKEP, Ankara ; Kadrican Mendi, IKEP, Adapazarı ; Sevim Simsek, président du Parti des travailleurs (IKEP).

Ukraine

Andreï Moryak, militant internationaliste ; Victor Sidorchenko, Union des militants de gauche de l'espace post-soviétique

Zimbabwe

Mafa Kwanisai Mafa, Chimurenga Vanguard section du Zimbabwe du CORQI, président ; Arasiah Phiri, secrétaire aux affaires féminines, Association nationale des enseignants du Zimbabwe, Chimurenga Vanguard ; Kudakwashe Shambare ; Mouvement des socialistes panafricains du Zimbabwe ; Tafirenyika Shoko, Mouvement des socialistes panafricains du Zimbabwe ; Mkondo Tungamirayi, Société des étudiants panafricains ; Nathan Ndlovu, Société des étudiants panafricains ; Takudzwanashe Taringa, Société des étudiants panafricains ; Tinashe T. Maenzanise, Société des étudiants panafricains ; Albert Chimhofu, Congrès de l'Union des étudiants du Zimbabwe ; Tipei Loratta Dube, Conseil de solidarité avec la Palestine ; Ntandoyenkosi Ayanda Ndhlovu, Congrès de l'Union des étudiants du Zimbabwe ; Shadreck Matindike ; Mouvement des socialistes panafricains du Zimbabwe ; Pianos Mugomba, Congrès de l'Union des étudiants du Zimbabwe ; Victor Maride, ZANU PF ; Caleb Kuranga, Mouvement des socialistes panafricains du Zimbabwe ; Fortune Madondo, Forum de la jeunesse du Zimbabwe ; Tapiwanashe Chikwinho, Mouvement des socialistes panafricains du Zimbabwe ; Runesu Gumbo, Congrès de l'Union des étudiants du Zimbabwe ; Memory Rudo Mupandawana, Mouvement des socialistes panafricains du Zimbabwe ; Isabel Shumba, Mouvement zimbabwéen des socialistes panafricains ; Tanaka Chipere, Société des étudiants panafricains ; Rhoda Mafa, Congrès de l'Union des étudiants du Zimbabwe.

Pour signer cet appel : internationalmeeting2025@gmail.com

L'île Maurice : Lutte pour les droits des travailleurs migrants dans un contexte d'essor industriel



Shayn Ishwaren lors d'une manifestation à l'île Maurice pour faire arrêter le génocide en Palestine. Crédit photo : CTSP

Dans la magnifique nation insulaire qu'est l'île Maurice, connue pour ses plages magnifiques et son tourisme de luxe, une histoire moins visible s'écrit dans les usines textiles qui entachent le paysage. La Confédération mauricienne CTSP accomplit des progrès décisifs pour protéger et émanciper les travailleurs et travailleuses migrants, souvent oubliés, qui jouent un rôle crucial dans le succès du secteur. IndustriALL se penche sur la manière dont la CTSP est en train de changer la donne pour ces travailleurs et travailleuses, en favorisant un contexte d'égalité et de sécurité dans un secteur où les défis sont nombreux.

L'île Maurice a connu une véritable révolution industrielle dans le secteur du textile, un domaine qui "a été le fer de lance de la transformation structurelle de l'économie mauricienne", selon Shayn Ishwaren, représentant du syndicat CTSP-SINNASSAMY. Ce secteur est un moteur économique majeur, suscitant d'importants investissements directs étrangers, créant de nombreux emplois et positionnant l'île Maurice comme un exportateur clé vers des marchés majeurs tels que les États-Unis, l'Europe et l'Afrique du Sud.

Cependant, sous cette apparence brillante se cache une dure réalité à laquelle sont confrontés les travailleurs et travailleuses migrants, qui souffrent souvent de pratiques discriminatoires et d'inégalités de traitement. *« Nous avons constaté que de plus en plus de travailleurs et travailleuses souffrent de législations discriminatoires »* explique Ishwaren, en soulignant la situation critique de ces travailleurs et travailleuses, en particulier les femmes, dans le secteur textile.

Les changements démographiques sur l'île Maurice ont exacerbé la situation. La jeunesse locale émigrant à l'étranger à la recherche de meilleures opportunités, la pénurie de main-d'œuvre qui en résulte est comblée par les migrants qui, bien que cruciaux, sont souvent vulnérables face aux politiques nationales. *« Cette situation a créé une pénurie de travailleurs sur le site l'île Maurice et pour combler ce vide, le gouvernement mauricien encourage l'afflux de travailleurs et travailleuses migrants »* note Ishwaren, en soulignant la crise démographique qui alimente cette dépendance à l'égard de la main-d'œuvre immigrée.

Face à ces défis, la CTSP a réussi à donner de l'espoir face à un problème qui semblait insurmontable. Il a mis en œuvre des stratégies innovantes pour soutenir ces travailleurs, en commençant par l'adhésion gratuite à un syndicat pour tous les travailleurs et travailleuses en sous-traitance, migrants et précaires. *« Ce qui se passe, c'est que nous avons construit une chaîne de solidarité solide qui est mise en œuvre par les travailleurs et travailleuses locaux lorsqu'ils cotisent à notre syndicat »* indique Ishwaren, en insistant sur l'effort collectif pour élever chaque travailleur et travailleuse.

Les barrières linguistiques et les arcanes juridiques compliquent encore la vie des travailleurs et travailleuses migrants. La CTSP lutte contre ces difficultés en veillant à ce que les migrants aient accès à des informations et à un soutien essentiels. "Lorsque j'accueille un travailleur migrant, je finis toujours par lui dire de retourner dans son dortoir, de retourner à l'usine pour y faire passer le message", explique Ishwaren, illustrant ainsi l'approche locale adoptée par le syndicat pour éduquer et émanciper les travailleurs.

Ces dernières années, la CTSP a également remporté d'importantes victoires législatives qui protègent les droits des travailleurs et travailleuses migrants. « Nous avions une simple formulation dans la législation qui a créé de gros obstacles pour les travailleurs et travailleuses migrants. Nous avons fait pression pour que la législation soit modifiée afin d'ajouter la relation employeur-employé. C'est ce qui a fait toute la différence ». Ishwaren est fier d'évoquer l'impact transformateur de son action de plaidoyer.

En outre, la position proactive du syndicat contre l'expulsion injuste des travailleurs et travailleuses et ses efforts pour établir le Centre de ressources pour les migrants (MRC) avec le soutien d'ASOS, Antislavery international et IndustriALL, soulignent un soutien complet. Le MRC est un lieu sûr où les migrants peuvent trouver de l'aide et des informations, à l'abri des menaces de violence et de discrimination.

Les efforts de la CTSP sur l'île Maurice mettent en lumière un puissant message de résilience et de solidarité face à des défis systémiques. Grâce à un plaidoyer persistant, à des victoires législatives et à une mobilisation de la base, le syndicat ne protège pas seulement les travailleurs et travailleuses migrants qui contribuent à soutenir l'un des principaux secteurs économiques du pays, mais il leur donne également les moyens d'agir. Alors que l'île Maurice continue d'évoluer, le rôle de la CTSP reste crucial pour garantir le respect des droits et de la dignité de chaque travailleur et de chaque travailleuse, ouvrant ainsi la voie à un contexte plus inclusif et plus équitable.

IndustriALL 15 janvier 2025

El Salvador : À vélo pour la Palestine et sa résistance invincible



À vélo les rues de San Salvador, le peuple exprime sa solidarité avec le peuple palestinien héroïque

En parcourant à vélo les rues de San Salvador, nous exprimons notre solidarité avec le peuple palestinien héroïque et son invincible résistance au yankee-sionisme criminel.

De la place « El Salvador del Mundo », mais sachant que « Seul le peuple sauve le peuple », nous sommes partis dans une joyeuse et jeune caravane à vélo, en passant par le monument au prophète et martyr des pauvres, notre San Romero d'Amérique, jusqu'à entrer dans ce que nous connaissons encore comme le « Centre historique », mais aujourd'hui par le Clan des Bukeles criminellement vidé des humbles gens qui cherchaient à gagner honnêtement leur vie avec leur travail informel dans les rues.

Nous avons terminé notre balade à vélo par notre manifestation de solidarité avec la Palestine devant la bibliothèque BINAES, une institution du premier monde.

La solidarité est la tendresse du peuple !

Du fleuve à la mer – la Palestine vaincra !

Résumé Latino-américain 18 janvier 2025

Trump remet Cuba dans la liste des pays soutenant le terrorisme !

Dans les premières heures de son accession à la présidence des États-Unis, Donald Trump a révoqué lundi l'ordre du 14 janvier par lequel l'ancien président Joseph Biden a retiré Cuba de la liste des États qui soutiennent le terrorisme. « Nous allons d'abord signer des décrets, je vais annuler près de 80 mesures exécutives destructrices et radicales de l'administration précédente, l'une des pires administrations de l'histoire », a déclaré M. Trump dans son discours d'investiture au Capital One Arena. *« Les décrets seront annulés en cinq minutes »*, a ajouté le président.

Il a souligné que l'administration Biden avait incorporé *« des pratiques profondément impopulaires, inflationnistes, illégales et radicales dans chaque agence et bureau du gouvernement »*. L'inclusion de la *« diversité, de l'équité et de l'inclusion » (DEI) dans nos institutions les a corrompues en remplaçant le travail acharné, le mérite et l'égalité par une hiérarchie préférentielle qui sème la discorde et qui est dangereuse »*, a-t-il déclaré.

M. Trump a ajouté que les ordres visant à *« ouvrir la frontière ont mis en danger le peuple américain et dissous les ressources fédérales, étatiques et locales qui devraient être utilisées au profit du peuple américain, et que l'extrémisme climatique a fait grimper l'inflation »*.

En conséquence, il a procédé à l'annulation d'une longue liste de décrets existants. Il s'agit notamment d'un décret visant à promouvoir l'équité raciale et le soutien aux communautés mal desservies par le gouvernement fédéral, d'un décret visant à prévenir et à combattre la discrimination fondée sur l'identité de genre et l'orientation sexuelle, et d'un décret établissant un conseil de la Maison-Blanche sur la politique de l'égalité des sexes.



Donald Trump

Il a également ordonné l'abrogation du décret garantissant un environnement éducatif exempt de toute discrimination fondée sur le sexe, de celui préconisant une réponse « équitable » à la pandémie et de celui améliorant et élargissant l'accès aux traitements contre le virus covid-19, et de celui créant un cadre régional global pour s'attaquer aux causes de l'immigration. Ce lundi, dans le discours qu'il a prononcé après avoir prêté serment, Donald Trump a déclaré qu'il ferait de la « politique officielle » de son nouveau gouvernement une politique qui ne reconnaîtrait que deux identités de genre, « mâle et femelle »

Bolivar Infos 21 Janvier 2025

France : L'épidémie de grippe s'intensifie, les décès augmentent !

Par Fatma Ben Amor

Selon Santé Publique France l'épidémie de grippe s'intensifie en France et les décès qui y sont liés augmentent nettement, a annoncé Santé Publique France dans son dernier bulletin rendu public mercredi. *« Intensification de l'activité grippale en ville dans l'Hexagone. Sévérité marquée de l'épidémie, avec une activité hospitalière très élevée et une nette augmentation des décès »*, indique Santé Publique France.

Et de noter : *« La part des hospitalisations pour grippe/syndrome grippal parmi les hospitalisations toutes causes se situait toujours à un niveau d'intensité très élevé dans toutes les classes d'âge. Le nombre de signalements de cas groupés attribués à la grippe était également en forte hausse dans les établissements médicaux-sociaux, ainsi que la part des décès avec une mention de grippe parmi les décès certifiés électroniquement, indiquant une sévérité marquée de l'épidémie »*.

Trois souches du virus circulent, à savoir A(H1N1), A(H3N2) et B/Victoria.

Plus de 7% des décès enregistrés pendant la deuxième semaine de janvier ont été provoqués par la grippe, soit le nombre de décès liés à la maladie le plus élevé depuis 2019, détaille-t-on. Ce chiffre enregistré à l'échelle nationale est encore plus élevé dans certaines régions. Il se situe à 12% en Bourgogne-Franche-Comté, plus de 9% dans le Grand Est et en Provence-Alpes-Côte d'Azur et près de 8% dans les Hauts-de-France et la région Auvergne-Rhône-Alpes.

En Outre-mer, la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane sont en phase d'épidémie, alors que Mayotte est en pré-épidémie, précise encore Santé Publique France.



L'épidémie de grippe en France s'est encore renforcée ces derniers jours

Agence Anadolu
16 janvier 2025

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTO DONATIONS

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.

AUTOS WANTED

We buy 8,000 cars a week. Sell your old, busted or junk car with no hoops, haggles or headaches. Sell your car to Peddle. Easy three step process. Instant offer. Free pickup. Fast payment. Call 1-855-403-3374

BUYING / SELLING

We Buy Houses for Cash AS IS! No repairs. No fuss. Any condition. Easy three step process: Call, get cash offer and get paid. Get your fair cash offer today by calling Liz Buys Houses: 1-888-704-5670

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Do you know what's in your water? Leaf Home Water Solutions offers FREE water testing and whole home water treatment systems that can be installed in as little one day. 15% off your entire purchase. Plus 10% senior & military discounts. Restrictions apply. Schedule your FREE test today. Call 1-866-247-5728

HOME IMPROVEMENT

Prepare for power outages

“Nous n’allons pas revenir au modèle neolibéral” Claudia Sheinbaum Pardo

Par Jesús Ortega López*



Les 100 jours de la présidente du Mexique Claudia Sheinbaum Pardo
(Crédit image: Jesús Ortega López)

La présidente du Mexique, 100 jours après le début de son gouvernement et lors d’une assemblée générale sur la Plaza de la Constitución au centre de la ville de Mexico (Zócalo), a fait le point sur les résultats obtenus entre le 1er octobre 2024 et aujourd’hui, en poursuivant le quatrième projet de transformation initié par Andrés Manuel López Obrador lors du précédent mandat de six ans et connu sous le nom d’Humanisme mexicain.

L’événement a débuté lorsque Claudia Sheinbaum est sortie par la porte principale du Palais national pour se rendre sur la scène, non sans avoir fait un bref tour pour saluer le peuple, suivie de la section des gouverneurs, de la direction du parti Morena, ainsi que des législatrices, des membres de son cabinet élargi et des représentantes du secteur des entreprises.

Après avoir salué le drapeau et souhaité la bienvenue à la population, elle a déclaré : « La raison pour laquelle nous nous réunissons, c’est pour rendre des comptes et renforcer l’engagement de gouverner avec le Peuple, pour le Peuple et par le Peuple. » Les 32 entités du pays ont été visitées pour définir et concevoir les prochains projets stratégiques du second niveau de la quatrième transformation. « Nous ne reviendrons pas au modèle néolibéral ni au régime de corruption et de privilèges ». « L’heure est à la transformation, et le temps des femmes est venu ».

Elle a souligné que l’année 2024 s’est achevée sur un nombre record d’emplois formels, soit 22 millions 238 379 [emplois dits formels uniquement ceux qui bénéficient d’avantages liés à l’emploi et d’un accès à la sécurité sociale]. Elle a indiqué qu’il y a une inflation contrôlée (4,21%), avec une augmentation réelle du salaire minimum de 135% sur le territoire national et dans la zone frontalière avec les États-Unis, soit 221% par rapport à 2018 ; le taux de chômage est inférieur à 3%.

L’essence et le diesel n’ont pas augmenté en termes réels, sans augmentation des impôts. Honnêtement, les recettes fiscales à la fin de 2024 ont atteint 4,9 billions de pesos, soit 4,6 % de plus qu’en 2023. Les investissements étrangers directs ont atteint 39 milliards de dollars ,et le pays est le principal partenaire commercial des États-Unis.

Elle a déclaré que l’austérité républicaine se poursuivrait et que, pour cette raison, les hauts fonctionnaires ne recevraient pas d’augmentation de salaire pendant toute la durée du mandat de six ans. Elle a rappelé la réussite de la réforme judiciaire, qui prévoit qu’en juin prochain, les juges, les magistrats et les ministres seront élus au suffrage universel.

Entre septembre et décembre 2024, les homicides volontaires ont été réduits de 16 %, les blessures volontaires par arme à feu de 20 % et les vols avec violence de 5 %. En 2025, 835 milliards de pesos seront investis pour que 13,2 millions de personnes âgées reçoivent leur pension, et que 2 millions de personnes handicapées bénéficient d’un soutien. 400 000 jeunes bénéficieront du programme construire l’avenir (Construyendo Futuro). 410 000 jeunes de l’enseignement supérieur recevront des bourses. 4 millions 100 mille enfants recevront des bourses pour l’école primaire. 4 millions 224 mille lycéens recevront des bourses.

Concernant la prochaine investiture de Donald Trump au gouvernement des États-Unis, elle a commenté : « Je suis convaincue que la relation entre le Mexique et les États-Unis sera bonne et respectueuse, et que le dialogue prévaudra. Notre vision est l’humanisme mexicain, la fraternité entre les peuples et les nations. Bien sûr, nous garderons toujours la tête haute. Le Mexique est un pays libre, indépendant et souverain. Et comme je l’ai dit : nous nous coordonnons, nous collaborons, mais ne nous subordonnons jamais. »

« Amis, l’autorité morale et l’honnêteté qui nous caractérisent ne s’achètent pas au coin de la rue », elles sont construites sur une seule mystique : celle de la lutte pour un Mexique de Justice, de Démocratie et de Liberté.

*Jesús Ortega López Humaniste,correspondant de Pressenza à Mexico

Redacción México
13 janvier 2025
Traduit de l’espagnol
par Ginette Baudelet
Pressenza 17 janvier 2025

Mumia à la conférence de Berlin : « Qui dirige le monde ? »

Par Mumia Abu-Jamal

Vous trouverez ci-dessous le message de Mumia Abu-Jamal aux 3 000 personnes qui ont assisté à la conférence Rosa Luxemburg du 11 janvier 2025 à Berlin, ainsi qu'aux 25 000 personnes qui la suivront en direct, organisée par junge Welt et soutenue par le Collectif allemand Mumia. (jungewelt.de)

Qui dirige le monde ? Hallo Freunde, wie gehts ? [Bonjour les amis, comment ça va ?]

Lorsque nous observons le monde, nous assistons une fois de plus au spectacle de la guerre. Il s'agit bien d'une guerre coloniale : une guerre menée par un hégémon régional, Israël, contre une population essentiellement désarmée, Gaza, mais un camp possède les armes les plus sophistiquées, notamment des avions de chasse, tandis que l'autre camp a, disons, des pierres. Pour être juste, l'autre camp a des missiles, mais la plupart d'entre eux sont incapables de percer ce qu'on appelle le Dôme de Fer [en Israël], qui fait exploser en toute sécurité plus de 90 % de tous les missiles qui arrivent.

On se souvient de la puissance écrasante de l'armée américaine lorsqu'elle a lancé la guerre en Irak, puis la guerre en Afghanistan, respectivement en mars et en août 2003. La guerre en Irak promettait, selon les mots de l'ancien président américain George W. Bush, des armes qui susciteraient à la fois choc et effroi. Elle s'est avérée désastreuse, en termes de coûts humains et sociaux, avec des millions de réfugiés et l'effondrement des deux sociétés.

Ces guerres ont commencé comme une sorte de rêve fiévreux des néoconservateurs. Ils ont retiré des milliers de milliards de dollars du budget américain et n'ont pas fait grand-chose pour soutenir les objectifs américains. La guerre en Irak, présentée comme une recherche d'armes de destruction massive, n'a rien trouvé de valable ou de stratégique. Quant à l'Afghanistan, les États-Unis ont négocié un retrait qui a laissé les talibans aux commandes de ce pays ancien qui est devenu connu comme le cimetière des empires. Et bien que les néoconservateurs aient lancé les guerres pour changer le visage du Moyen-Orient, la plupart des spécialistes des affaires étrangères considèrent les guerres d'Irak et d'Afghanistan comme deux des plus grandes erreurs de la politique étrangère et des affaires étrangères américaines.



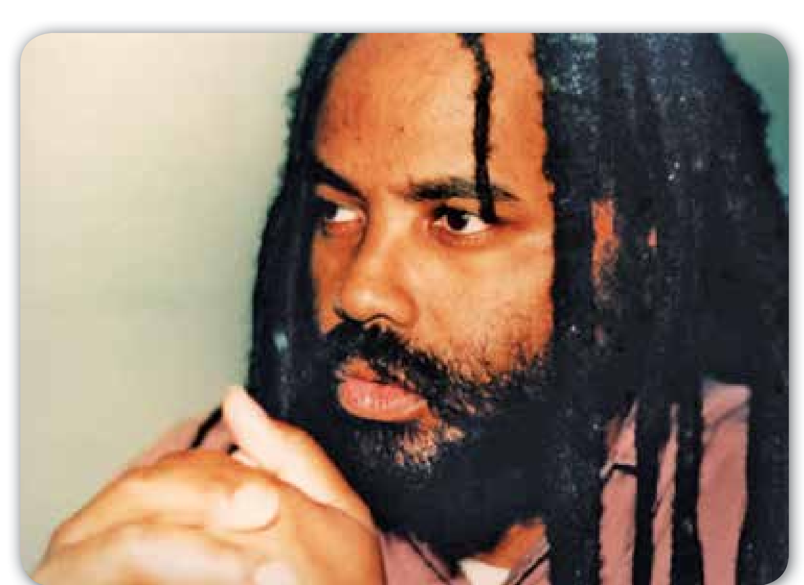
La conférence Rosa Luxemburg à Berlin

Ce que cela nous montre, c'est qu'il y a une limite à la portée de la puissance militaire. Les pays peuvent se mobiliser véritablement, mais s'ils ne peuvent pas atteindre leurs objectifs, ces armes sont gaspillées.

Les guerres d'Irak et d'Afghanistan sont également instructives à un autre égard. Elles ont été précédées par les plus grandes manifestations anti-guerre de l'histoire du monde. Mais à quoi bon, demandez-vous ? Ces manifestations à travers le monde, ces marches de masse, n'ont-elles pas échoué ? Oui, si vous voulez dire qu'elles n'ont pas réussi à arrêter les guerres. Mais l'histoire nous donne un autre jugement. Car elle montre que le peuple avait raison et que ses dirigeants élus, les think tanks néo-conservateurs, une grande partie des médias d'entreprise et bien sûr le complexe militaro-industriel, avaient tort.

Cela signifie aussi qu'à l'avenir, les manifestations devront peut-être être de plus en plus grandes et de plus en plus grandes. Et peut-être que les actions des travailleurs devraient être intégrées à ces manifestations. Ces vastes manifestations montrent les fuites et, pour être honnête, les faiblesses de la démocratie représentative, car lorsque le soi-disant représentant ignore la volonté du peuple, ce n'est pas de la démocratie. C'est le contraire de la démocratie. C'est de l'autocratie sous un masque démocratique.

Alors qui dirige le monde ? Le peuple le fait quand il se bat assez longtemps et assez fort. Le grand leader noir Frederick Douglass a dit un jour : « *Le pouvoir ne concède rien sans une demande. Il ne l'a jamais fait et ne le fera jamais.* » Alors, exigez et construisez, exigez et construisez avec amour, pas avec peur.



Mumia Abu-Jamal

C'est Mumia Abu-Jamal qui parle. Au revoir jusqu'à la prochaine fois !

Workers World 20 janvier 2025